



RÉFLEXIONS

LES LUTTES DE CLASSE EN FRANCE

Novembre 2018 – ÉTÉ 2020

***Chronique raisonnée au jour
le jour d'une année jaune
à un hiver brûlant,
d'un février-mars amer
à un printemps de pandémie.***



Francis Arzalier



Certains événements marquent l'histoire d'un pays de manière imprévue. Personne n'avait annoncé l'épisode de mai 1968, sa floraison de cortèges bruyants drapés de rouge, et la vague massive de grèves, qu'on ne savait pas être le chant du cygne de l'histoire ouvrière française. Et si l'histoire en fut changée, ce ne fut pas vraiment dans le sens qu'en disaient les trublions bavards de la Sorbonne occupée.

Deux ans durant lesquels la France a bruissé à longueur de journées et de fins de semaines, de cette insurrection inattendue qui a nom Gilets Jaunes. Elle marquera de toute façon l'avenir, à partir de l'hiver 2018-2019, on ne sait encore en quel sens. Les premiers étonnements passés, il est temps d'analyser la succession des faits, dans leurs aspects contradictoires, et sans l'affolement, l'emballlement, qu'ils ont suscités au départ.

Novembre 2018 :

La lutte de classe existe en dehors des circulaires syndicales, et malgré les télévisions



Ce mois de 2018 qui vit fleurir un peu partout des gilets jaunes laissera aussi des traces fortes parmi nous, qui voulons être militants anticapitalistes, obstinément, au point de revendiquer comme un honneur ce que de nombreux Français tiennent aujourd'hui pour un stigmate du passé.

Nous fûmes peu nombreux, dès le 17 novembre dans notre petite cohorte fidèle à l'idée communiste, à affirmer que ce refus des taxes sur le carburant était justifié, que les accusations portées à son encontre d'être l'enfant caché de Marine Le Pen étaient fausses, qu'il exprimait le ras-le-bol justifié de Français dont les fins

de mois sonnaient creux, et que nous devions donc soutenir ces trublions, même s'ils n'avaient guère revendiqué jusqu'à présent, alors que d'autres s'épuisaient à combattre la destruction des règles acquises du travail sous Hollande et Macron.

Nous fûmes quelques militants à nous féliciter de voir ces Gilets Jaunes inattendus rejoindre sur une revendication particulière une lutte de classe engagée, qui trop souvent avait manqué de combattants pour l'emporter. À l'inverse, à l'époque, des dirigeants confédéraux de la CGT et ceux du PCF, et même des marxistes-léninistes purs et durs du groupe " Communistes".

Ces derniers semblaient avoir oublié cette découverte essentielle du Barbu de Trèves il y a deux siècles et demi : la lutte de classe nait des inégalités réelles, elle peut se déclencher à l'impromptu sans être ordonnée par des "meneurs" comme le

croient nos "libéraux", et s'incarner sous des oripeaux disparates, hérésies religieuses, briseurs de machines ou colères irraisonnées, avant que d'aboutir à la justesse et la clarté d'objectifs clairement formulés.

Il est vrai que ces réticences de départ se nourrissaient d'ambiguïtés diverses. Au-delà des griefs compréhensibles de militants démoralisés par l'échec de leurs luttes ("*Vous nous avez laissés bien seuls contre la Loi Travail*"), il y avait la surprise face à une mobilisation

fondée uniquement sur les liens internet, les "réseaux sociaux" plus abonnés jusqu'à aux déballages personnels qu'aux fureurs collectives, et surtout l'affirmation claironnée par ces manifestants des ronds-points et des routes de leur dégoût de "la politique", des élus quels qu'ils soient. Tous les sondages le disaient, l'essentiel de ces citoyens étaient de cette quasi-moitié de Français qui s'abstient lors des élections. En toute incohérence d'ailleurs, car leur slogan favori dès le départ fut "*Macron démission*" !

Un deuxième temps d'illusions héroïques

Les semaines passant, le mouvement continua. Malgré la manipulation médiatique d'actes violents destinés à le discréditer, l'opinion française le soutenait majoritairement, amenant peu à peu à réfléchir la plupart des militants politiques et syndicaux ancrés dans les luttes sociales, Communistes, Insoumis, CGT, Solidaires, etc.

A l'inverse, à Droite, les Républicains de Wauquiez, qui faisaient profession au départ d'en être les parrains, prenaient peu à peu leurs distances, et Marine Le Pen aussi, qui dénonça leur aspiration à augmenter le SMIC. La raison en est simple.

Au fil des semaines, la plupart des Gilets Jaunes avaient élargi leurs revendications sociales : du point de départ limité aux taxes sur le carburant, beaucoup étaient passés à une liste bien plus longue d'exigences totalement contraires à l'évangile libéral de Macron et ses amis.



Hausse du SMIC, des salaires et des retraites, ponction fiscale des plus riches, ISF, etc. Cette radicalisation des objectifs du mouvement (loin d'ailleurs d'être généralisée, les Gilets Jaunes étant fort disparates) a surtout été la conséquence des réponses méprisantes du pouvoir macronien.

Dans certains milieux militants anticapitalistes, surgit alors une approbation parfois exagérée du mouvement des Gilets Jaunes, aussi peu nuancée que les réticences de départ. Comme s'ils voulaient faire oublier leurs répugnances initiales.



Certains, enthousiasmés à peu de frais, tentaient des rapprochements historiques hasardeux avec les insurgés de 1871 ou 1789, voire avec la révolution chinoise. Le 9 décembre encore, des blogs d'inspiration communiste non-PCF affirmaient qu'une " *période révolutionnaire était ouverte en France* ". Constatons que ces emballements étaient souvent le fait de camarades sincèrement désireux de revoir un passé glorieux, mais parfois éloignés du terrain de luttes actuel. En se cachant qu'un des refrains favoris des ronds-points occupés réactualisait le rejet Maurrassien de " *ces partis et syndicats qui ont fait tant de mal à la France* ", qui fut l'argument essentiel du Maréchal Pétain de 1940 à 44 à Vichy, et de Charles De Gaulle en 1958. Les références historiques possibles sont multiples, contradictoires, et donc ne prouvent rien.

La révolte fiscale ne suffit pas à signer un acte révolutionnaire, elle peut le devenir, mais ce n'est qu'un possible. Ce fut le fondement il y a 70 ans du mouvement Poujade, dont l'un des fringants députés fut le fasciste Le Pen.

D'autres, prenant parfois leurs désirs pour des réalités, se félicitaient de constater que les Gilets Jaunes rejetaient comme eux le réformisme opportuniste et électoraliste des dirigeants du PCF et de la CGT. C'était négliger un peu vite que la majeure partie de ces manifestants ne reprochaient pas à ces deux organisations

leur modérantisme, mais déniaient ouvertement l'existence même des Partis et des Syndicats. Le discours fréquent " *tous pourris* ", le refus de toute élection démocratique qui a interdit aux Gilets Jaunes en France d'avoir représentants ou mandataires reconnus, a aidé largement l'extrême droite autoritaire et xénophobe à accéder au pouvoir en Italie et au Brésil.

Confondre dans la même opprobre "anti-corruption" politiciens démagogues et militants ou élus qui consacrent leur vie à un idéal politique, est pour le moins injuste, et en tout cas irrationnel. Dans le Nord, à Paris, certains rassemblements de Gilets Jaunes ont consenti à accepter la participation à leurs côtés de militants CGT ou Communistes. Mais, au départ, à la seule condition qu'ils taisent leur affiliation. Heureusement, malgré cela, au fil des jours et des ronds-points, des militants CGT, Solidaires, et communistes, ont pris sur eux de rejoindre les manifestants Gilets Jaunes, et bien des préventions initiales sont tombées de part et d'autre dans ce cas.

D'autres militants encore, avec quelque naïveté, sont allés jusqu'à approuver peu ou prou les débordements violents des samedis successifs à Paris et dans des métropoles régionales, comme Saint Étienne ou Bordeaux. Et certes, on peut comprendre la rage de manifestants qui n'ont fait que répondre aux grenades policières et à la violence butée de l'État. Mais, peut-on oublier le fait que des groupes répertoriés d'inspiration fasciste, bien entraînés à la guerre de rues, et d'autres, délinquants plutôt qu'idéologues, ont, à Paris et ailleurs, saccagé des monuments et pillé des magasins. Les deux

sont, ce faisant, rétribués ou pas, les meilleurs auxiliaires de l'État macronien.



Certains dirigeants des mouvements anticapitalistes n'ont pas évité l'enflure sémantique, pour tenter de répondre à un mouvement qu'ils n'avaient ni prévu, ni conçu. Ainsi Mélenchon, définissant maladroitement l'irruption des Gilets Jaunes comme la réalisation de

"l'insurrection citoyenne" qu'il avait proposée dans son livre. Et plus encore, quand il a repris à son compte le propos de quelques isolés parmi les manifestants des ronds-points en exigeant la dissolution de l'Assemblée élue en 2017, et donc de nouvelles élections législatives. Projet d'autant plus incongru que les récents scrutins ont montré qu'une telle éventualité ne profiterait guère à la Gauche critique, mais surtout au RN et à l'abstention, voire à la majorité présidentielle. Aurait-on déjà oublié que les élections qui ont suivi en juin 1968 l'épisode de grèves massives et de conquêtes sociales permirent à la Droite réactionnaire de se remettre en selle pour 13 ans ?

Le temps des manipulations

L'emballlement peu rationnel, peu dialectique, de certains militants anticapitalistes à propos des Gilets Jaunes a surtout été causé par l'effet loupe organisé pour des raisons pas toujours avouables par l'appareil médiatique libéral. Il révèle surtout l'efficacité redoutable du formatage contemporain des esprits, y compris parmi les militants qui s'en croient à l'abri, et font tout de même partie du trois quarts des Français informés de l'actualité par la télévision...



Lors de chaque épisode revendicatif, le Pouvoir d'État mis en cause et son appareil médiatique et répressif, ripostent en utilisant les faiblesses du mouvement qui conteste ses choix. Ce fut le cas en novembre et décembre 2018, grâce à une couverture en images télévisées de l'événement Gilets Jaunes démesurée, heure par heure, en émissions spéciales, sans commune mesure avec le traitement succinct des cortèges syndicaux récents pourtant bien plus nombreux dans les rues de Paris. Spectacle organisé de la "violence des manifestants", relayé à partir du 12 décembre par la peur cultivée de l'odieux attentat "Islamiste"(?) de Strasbourg. Mais, aussi valorisation du côté anti-syndicats et anti-partis des Gilets Jaunes. Durant un mois, et surtout après les concessions verbales de Macron le 11 décembre, des centaines "d'experts" sont

venus ressasser aux téléspectateurs ébahis que ce mouvement "apolitique" était capable d'imposer au pouvoir des reculs, quand les luttes syndicales organisées du printemps 2018 n'avaient rien obtenu. CQFD...

C'est le diagnostic porté par Stéphane Sirot, historien sérieux des mouvements sociaux, dans son interview du 9/12 à l'AFP. Il y lit un risque mortel pour le syndicalisme en général, dont ne sauraient profiter que les tenants du CAC40.

Des convergences possibles entre gilets jaunes et rouges ?

Non, décidément, si les mots et les concepts qu'ils portent ont encore un sens rationnel, l'insurrection des Gilets Jaunes n'a pas permis *"d'avancer à grands pas vers une situation révolutionnaire"*, et n'a pas non plus inventé les luttes sociales qui furent menées courageusement tout au long des années précédentes par les militants syndicaux et politiques les plus avisés.

Faut-il rappeler que les militants du PCF de 1976 faisaient remplir sur les marchés et dans les immeubles, au porte-à-porte, des *"Cahiers de doléances"*, qu'on disait aussi *"de la misère"*. Ce qui fut délaissé au profit d'alliances électorales avec l'équipe Mitterrand par la suite. Lénine le disait déjà, le Gauchisme est la punition du mouvement révolutionnaire pour ses dérives droitières. On peut le dire aussi des Gilets Jaunes en 2018, qui n'ont rien de gauchiste au sens habituel du terme employé au siècle dernier.

Ils furent, par contre, un mouvement populaire inédit, nourri des revendications des moins favorisés, traversé de contradictions et de faiblesses comme tous les autres, surgi en renfort imprévu des luttes antérieures, et c'est déjà

considérable. L'enquête sociologique menée sur le terrain par des universitaires (et publiée par Le Monde le 12 décembre) confirme bien cette nature de classe des Gilets Jaunes :

- Plus du tiers sont employés, moins de 20 pour cent ouvriers, plus du quart inactifs (chômeurs ou retraités), et seulement 11 pour cent artisans, commerçants ou agriculteurs, et 5 pour cent cadres supérieurs.
- Leurs revenus par foyer sont en moyenne de 1700 euros par mois, soit un tiers de moins que le revenu moyen des Français.
- Une majorité des Gilets Jaunes interrogés n'avait jamais participé à une action collective, et refuse la présence de syndicats (64 pour cent) et de partis politiques (81 pour cent !), mais la même majorité est motivée par le pouvoir d'achat insuffisant, et pas seulement par le refus d'une taxe sur les carburants.
- L'Humanité du 9 janvier 2019 (supplément) confirme les contours sociologiques de cette *"révolte populaire et sociale"*, et remarque même que les expressions racistes, souvent dénoncées par le gouvernement, y sont peu présentes. Certes, mais il est aussi évident que les

Gilets Jaunes présents sur les ronds-points sont plus représentatifs des petites villes largement dépourvues de services publics que des banlieues déshéritées de grandes agglomérations, des "minorités visibles " et de fils d'immigrés maghrébins.



**GILETS JAUNES - GILETS ROUGES
TOUS ENSEMBLE !**

Il est donc tout à fait naturel que les syndicalistes qui n'ont pas échangé tout repère de classe contre un plat de lentilles libérales, et notamment au sein de la CGT, affirment avec eux des objectifs communs, mesures de croissance des salaires et retraites, alimentées par la ponction fiscale des nantis du Capital. Cette addition des luttes revendicatives, cet ajout au mouvement des Gilets Jaunes, de grèves sur les lieux de travail et dans les Universités, est d'autant plus **nécessaire** que, face à un État de plus en plus autoritaire et décidé à ne pas céder sur l'essentiel (ISF, CICE, cadeaux au Patronat, etc...), le mouvement des Gilets Jaunes, s'il est isolé, peut s'étioler et mourir.

Si au contraire, il est relayé par Syndicats et mouvements politiques anti-capitalistes, il pourrait être le début en 2019 d'une irrésistible avancée des luttes populaires contre l'offensive libérale en France, en direction d'une société nouvelle égalitaire et réellement démocratique.

Que restera-t-il des gilets jaunes en 2019 ?

Ce ne fut qu'à la mi-décembre que s'est esquissée la jonction des luttes sociales, avec timidité, et bien des réticences.

Alors que quelques jours plus tôt, le secrétaire de la CGT, Martinez, avait signé avec la CFDT et FO un communiqué lénifiant qui garantissait au Pouvoir l'inaction syndicale, la fureur d'une partie des militants le contraignait d'appeler pour les 14 et 15 ses troupes à manifester dans la rue. Quelques cortèges, trop maigres, allèrent y donner de la voix, y clamer des

revendications souvent anciennes, hausse des salaires par exemple : 15 000 manifestants à Paris selon les organisateurs. L'Humanité titre dans sa page compte-rendu du 17: " *CGT et Gilets Jaunes, des causes partagées sans cortège commun* ". Dans la page voisine, le même quotidien retrace le gros cortège marseillais du samedi 14, où s'étaient enfin retrouvés avec les Gilets Jaunes à l'appel d'une CGT locale combattive, des milliers de salariés, retraités et lycéens (25 000 selon les organisateurs, 2 500 selon la

police !) sous le titre alléchant " *un après-midi de convergences* ".

Des convergences pas faciles cependant : le reportage signale qu'à l'arrivée des " Gilets rouges" Cégétistes sur la place Castellane, une partie des Gilets Jaunes rassemblés en sont partis " *pour ne pas être manipulés (!)*".



La même CGT suscite quelques manifestations mardi 17, et quelques grèves isolées. La CGT, minée par les destructions d'entreprises, la précarisation des emplois, et surtout l'échec des grèves contre le nouveau statut de la SNCF, n'est pas au meilleur de sa forme, ce qui n'est pas pour déplaire au Pouvoir macronien.

Et le samedi 22 décembre, quelques centaines de manifestants arborent, en promeneurs pacifiques dans les rues de Paris, des Gilets Jaunes. Fidèles à la mission que leur assigne depuis des mois un pouvoir belliqueux et vaniteux, des policiers bien plus nombreux les harcèlent, les arrosent, les grenadent, jusqu'à provoquer en riposte quelques heurts que les préposés médiatiques filment et diffusent à longueur de journée. Édouard Philippe, conscient lui aussi d'être " *trop intelligent*" pour les Français, bombe le torse en clamant " *je prends des coups, et je prends plaisir à en donner*" ! Quant à

Macron, qui joue les Tintin chefs d'armée en Afrique, il répète qu'il faut avoir peur de la violence et la réprimer quand elle émane des manifestants ! Et Philippe n'hésite pas à se déshonorer en accusant les Gilets jaunes d'antisémitisme ! La France deviendrait elle le royaume du Père Ubu ?

En cette fin d'année, il faut se rendre à l'évidence : la jonction des luttes n'a été qu'esquissée, n'a pas vraiment eu lieu, du fait à la fois des contradictions du mouvement des Gilets jaunes, et de la frilosité réformiste et bornée au sein même des directions syndicales (Le ton de donneur de leçons de Martinez dans son interview à l'Humanité était affligeant, et bien trop proche des réserves droitières de la CFDT). Ce n'est heureusement pas la tonalité générale au sein des syndiqués.

Parallèlement, les télévisions relèvent dès la mi-décembre avec gourmandise que quelques dizaines de Gilets Jaunes se sont rassemblés à La Ciotat, pour y décider de leur " *transformation en parti, capable de battre Macron aux élections*". Ce qui ne fait guère frissonner à l'Élysée, puisque le même jour, comme le révélait Le Monde, " *pour siphonner France Insoumise et Rassemblement National, La République En Marche rêve d'une liste Gilets Jaunes* ", capable selon les sondages de " *faire perdre 3 points à Mélenchon et Marine Le Pen* ". Les derniers sondages disent d'ailleurs que ces candidatures Gilets Jaunes feraient baisser tous les partis, **sauf le rassemblement national**. Car les stratèges courtisans macroniens, qui se jugent " *trop intelligents, trop subtils*" pour les Français, croient enfin avoir décelé le défaut de la cuirasse d'un mouvement social jugé en déshérence, soumis à toutes

les dérives politiciennes qu'il prétendait justement combattre. Macron et ses courtisans, malgré leur faible audience, se veulent seuls à la hauteur de l'extrême droite, et presque à son niveau, face à

diverses oppositions quasi pulvérisées. Ce qu'ils pensent être le seul moyen pour eux, comme en 2017, de s'agripper au pouvoir malgré leur discrédit lors des prochaines échéances électorales.

2019 : Suite ou fin ?

"Gilets jaunes, le point de rupture", titrait Le Parisien-Dimanche du 9 janvier, au lendemain du huitième samedi de manifestations. Le pouvoir d'État et ses relais médiatiques avaient fait le maximum pour les discréditer, faire peur et désinformer. Peine perdue, il y eut en janvier plus de protestataires dans les rues et les ronds-points que le 17 novembre et avant Noël. Rien n'est fini, ni décidé pour la suite.

Par ailleurs, les tentatives de manœuvres politiciennes continuent. Le même samedi, quelques Gilets Jaunes venus de diverses régions de France se réunissent à Marseille sous la houlette de l'aventurier démagogue Bernard Tapie pour " *structurer le Mouvement* " (!) et d'autres, furieux, s'opposent à eux (?). Même manœuvre des démagogues italiens Cinq Étoiles qui proposent aux Gilets Jaunes français de faire avec eux une liste aux élections européennes, (alors que leur gouvernement, avec pour ministre de l'Intérieur le fasciste Salvini projette deux à dix ans de prison pour les manifestants coupables en Italie de blocage routier !). Et Le 14 janvier, Le Monde, incarnation journalistique du Centrisme libéral, dévoile, en une demi-page les espoirs mis dans l'aventure des Gilets Jaunes par de nombreux analystes : " *la grève, un mode d'action devenue obsolète ? Les gilets jaunes ont fait reculer le gouvernement*

sans le moindre arrêt de travail." Inutile de préciser que cet argumentaire antisyndical est fréquent dans les colonnes d'autres journaux, les commentaires des télévisions, et plus encore dans les échanges au sein des réseaux sociaux.



À la veille du samedi 12 janvier, neuvième week-end de manifestations, les sondages les plus sérieux (Le Monde du 11) annoncent que 16 pour cent des Français se reconnaissent dans les Gilets Jaunes, et que 45 pour cent de plus approuvent leur action, sinon leurs méthodes. C'est certes moins qu'un mois auparavant, c'est encore massif, alors que Macron et son équipe sont toujours très discrédités. Et, dès la matinée du 12, les reporters à Paris notent plus de participants que les samedis précédents ! Et ils font le même constat à Bourges où les cortèges de la CGT Centre et celui des Gilets Jaunes ont prévu de converger : la police reconnaît plus de 6 000 manifestants, soit 10 fois les chiffres habituels dans la ville !

Certes, la clarté idéologique au sein des Gilets Jaunes est encore inégale. En certains endroits du pays, de nombreux participants aux cortèges continuent de mettre en avant à juste titre les revendications sociales initiales, pouvoir d'achat, salaires, etc. Mais Il n'y a toujours pas de demandes unanimement acceptées, et on n'entend plus guère parler du rétablissement de l'Impôt sur la Fortune (ISF) aboli par Macron (alors que 77 pour cent des Français sont pour) et d'égalité fiscale, mais beaucoup d'exigences politiques parfois confuses : diminution du nombre des élus, supposés être trop payés, ce qui va tout à fait dans le sens de la volonté macronienne de supprimer les liens de proximité entre élus et électeurs.

On y parle beaucoup aussi du référendum d'initiative populaire (RIC), certainement utile, mais trop souvent présenté comme une panacée. Il existe en Suisse, ce qui n'empêche pas ce pays d'être le paradis de l'évasion fiscale et des grandes inégalités sociales !



Et, à la veille d'élections européennes, on n'entend guère mettre en cause l'Union Européenne, qui est pourtant l'organisatrice du matraquage des " fins de mois difficiles ".

Ces faiblesses idéologiques facilitent évidemment le sale travail de l'appareil médiatico-répressif au service de l'État "libéral", qui montre des journées durant un manifestant boxant de pauvres policiers, et fait ainsi oublier que des centaines de Gilets Jaunes ont été arrêtés et condamnés sans avoir commis la moindre violence, et que plusieurs dizaines ont été estropiés par les tirs des policiers. Ce qui n'empêche pas le Philosophe Luc Ferry d'exprimer l'intensité de la haine de classe portée par la plupart des intellectuels bourgeois français de 2018. Cet " honnête homme" cultivé, gavé de ses émoluments d'ancien ministre et d'un salaire confortable versé par l'Université ou Il ne fait pas cours, a osé suggérer aux forces de police d'utiliser leurs armes à feu...

La lettre du monarque

Le 15 janvier 2019, deux mois après le début du mouvement, le monarque Macron octroie une "Lettre aux Français", dans une page entière du Monde en petits caractères, près de 15 000 signes, supposés répondre aux souffrances du

peuple enfiévré, et lancer son dialogue avec la Nation.

Un verbiage ampoulé sur la grandeur d'une France à préserver de la violence (celle de la Canaille, bien sûr, mais pas celle des

argousins). Un titre supposé l'engager sans tabous, " *Aucune question interdite !* ", que tout le discours contredit. Une trentaine d'interrogations formulées, ordonnant le débat en 4 parties (fiscalité et dépenses publiques, État et Collectivités, Écologie, Démocratie et Citoyenneté). En fait, elles sont des propositions du Souverain à son peuple, une sorte de catalogue électoral de promesses d'avant scrutin, agrémentées pour ne pas nourrir la colère de points d'interrogation. Il suffit de s'y plonger pour remarquer l'absence en leur sein des revendications sociales essentielles des manifestants (Gilets jaunes ou syndiqués) depuis des mois :

- Rien sur les taxes décriées parce qu'inégalitaires, comme la TVA, ou celles innombrables sur les carburants, le gaz, l'électricité, le logement, etc.
- Rien évidemment sur l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, dont un paragraphe confus justifie et sacralise la suppression par Macron.
- Rien sur le rééchelonnement nécessaire des tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu, en oubliant que ce qui est en cause n'est pas cet impôt lui-même, mais le fait qu'en soient exemptés les plus riches, et que le grand Capital y échappe pour l'essentiel, voire en récupère une part (CICE).
- Rien sur la fraude fiscale des entreprises du CAC 40, les paradis fiscaux au sein même de l'UE, et l'impunité fiscale des multinationales comme Amazon, Uber, etc.

Le monarque s'offre même le luxe de justifier l'incroyable injustice des prélèvements et des dépenses actuelles, en prétendant que la moindre baisse d'impôt obligerait l'État à supprimer des services publics ! Alors que la révolte des Gilets Jaunes a été causée par la destruction systématique des hôpitaux, de la Poste, des perceptions, etc..., en zones rurales et péri-urbaines, Macron n'hésite pas à demander à ses sujets "*quel service public obsolète doit être supprimé !*"

Même déni de responsabilité du monarque en ce qui concerne les Collectivités.



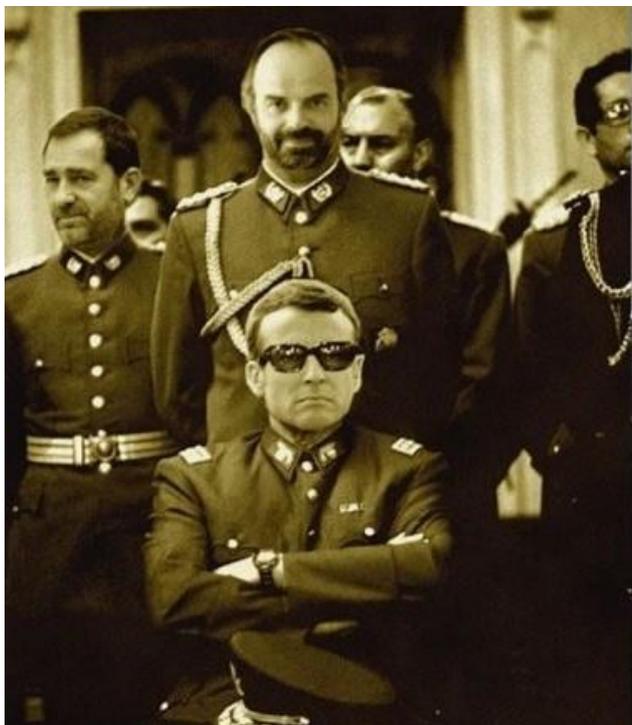
Alors que des milliers de Communes disparaissent par regroupement contraint, qu'elles sont asphyxiées financièrement par l'État, que les gouvernants successifs s'efforcent depuis des années de supprimer le plus possible d'élus de proximité, qu'ils jugent trop soumis aux volontés des électeurs, Macron se pose hypocritement en restaurateur du lien social dans la "*France profonde.*"

Le verbiage écologiste du Monarque, pour justifier des ponctions fiscales sur ceux qui vivent de leur travail, ne trompe plus grand monde en France depuis cet hiver. Mais il multiplie les mêmes mensonges éhontés quand il prétend promouvoir une démocratie plus grande, par des « mesurette » anodines comme le comptage des bulletins blancs

lors des scrutins ! De la part d'un Président élu par une minorité de Français, en compagnie d'une "majorité introuvable" de députés-godillots tout aussi peu représentatifs, l'affirmation démocratique est pour le moins hardie !

Et, bien sûr, cet ensemble de suggestions et de questions, si elles annoncent un Débat/défouloir de plusieurs mois, ne prévoient pas que seront appliquées les volontés exprimées par la majorité...

Telle est la "démocratie" selon Macron, Philippe et Castaner, la sinistre trinité qui prétend incarner la France en 2019. Dans la Russie de 1900, les Tsars nommaient ce genre de missives paternalistes à leurs sujets un Oukase, et ne se prétendaient pas en le faisant docteurs en démocratie !



En fait, le Président-monarque mal élu en 2017 et mal aimé en 2018 entame sa campagne électorale de réélection, sous le vocable mensonger de "débat national". Un "débat" où Il convie les maires de chaque région à venir exposer leur avis, sur la base des questions formulées par lui dans sa lettre. Ce qui lui permet de leur répondre à chaque fois durant plusieurs heures et aux "observateurs" patentés des télévisions de s'ébahir de la performance de Macron en matière de communication.

En faisant semblant d'ignorer que le verbiage macronien pour ne rien dire est la base de la formation de nos "élites" bourgeoises dans les écoles du genre ENA, Sciences-Po, et que cette logorrhée monarchique n'est même pas une consultation, mais un plaidoyer *pro-domo* et un engagement à poursuivre "les réformes engagées". Un engagement libéral qu'il confirmera dans la foulée devant le patronat international réuni par lui au Palais de Versailles, et les maîtres du monde réunis à Davos.

Ceux-là même auxquels il s'efforce de vendre la France, en leur faisant miroiter les exemptions fiscales et la soumission des prolétaires réduits aux maigres fruits de leur travail pour vivre, et aux contrats précaires. Et le monarque signe un nouveau traité européen à Aix La Chapelle avec l'Allemagne, dont aucun élu législatif, aucun citoyen, n'a eu à connaître.

2019 : nouveau départ des luttes sociales ?

Sitôt sa lettre publiée, le Président-monarque s'est lancé à la reconquête de l'opinion, lançant son "dialogue national" en conviant élus locaux et citoyens, région après région, à lui poser d'innombrables questions, lui permettant ainsi de donner ses réponses. De toute façon, il n'est pas prévu par le chef de l'État de mettre en application ce qu'on lui demande, mais son programme antérieur. Ces grand-messes ressemblent fort à des meetings électoraux où sont admis quelques contradicteurs pour mieux démontrer la validité des choix du candidat.



Cela coûte fort cher d'ailleurs, sur les budgets municipaux et régionaux déjà fort rognés par l'État macronien, de rassembler comme ce fut le cas à Souillac plusieurs centaines de maires des 13 départements du grand Sud-Ouest. René Revol, maire de Grabels dans l'Hérault, a témoigné de l'hypocrisie de ces échanges. Ce sont les préfets, les représentants de l'État, qui ont désigné les maires admis à y poser une question, alors que d'autres se voyaient refuser ce droit !

Le 19 janvier 2019, pour le dixième samedi consécutif, l'insurrection populaire pacifique étonne tous les observateurs, en faisant sortir dans les rues à Paris et ailleurs plus de 80 000 personnes (selon le

comptage minoré de la police), et personne ne peut ignorer que le chiffre augmente de semaine en semaine. Mieux, certains des rassemblements, comme à Toulouse, ont réuni Gilets Jaunes et militants de la CGT, ce qui implique un mûrissement des objectifs communs.

Par ailleurs, c'est durant la même semaine de la mi-janvier, que s'esquissent les deux issues possibles (et contraires) du mouvement des Gilets Jaunes :

1/ une (première ?) liste de Gilets Jaunes est annoncée pour les élections européennes, que des sondages annoncent à 13 pour cent, et que certains au sein du mouvement dénoncent comme inféodée à Tapie, ou à Macron.

Le samedi 26/1 à Paris, deux incidents montrent crûment les complexités d'un mouvement qui fait preuve pourtant d'une longévité étonnante.

En fin de manif parisienne, place de la Bastille, quelques dizaines de militants d'extrême-droite, bardés de leur gilet jaune, s'en prennent avec une violence extrême à des membres du Nouveau Parti Anticapitaliste, venus manifester eux aussi. Des organisateurs navrés, par le canal des "réseaux sociaux", le dénonceront.

Et vers la place de la République, un des animateurs du mouvement GJ, dans un rassemblement très pacifique, a l'outrecuidance de filmer avec son portable les "forces de l'ordre" pour diffuser l'image sur la toile. Provocation que l'un des argousins juge inacceptable, qui lui envoie dans le visage un projectile suffisant pour l'éborgner. Un acte filmé,

bien qu'anonyme, un crime en droit français, qui devrait relever des Assises pour tout Procureur non servile aux ordres du Pouvoir. Et Macron, depuis l'Égypte ou il est parti vendre des armements français, ne manque pas de fustiger la violence inacceptable des manifestants, au nom des Droits de l'Homme, qu'il prétend incarner !

2/ Une grève générale est enfin annoncée pour le 5 février, lancée initialement par la CGT, avec quelques autres "petits" syndicats comme Solidaires, et soutenue par certains Gilets Jaunes comme Éric Drouet. Une première qui fait fort peur à nos princes des médias, annonçant d'emblée son échec d'un ton dédaigneux. La réalité est plus nuancée. Des grèves assez faibles, c'est vrai. Mais des cortèges mêlant cégétistes et Gilets Jaunes qui n'ont rien de ridicule : 300 000 manifestants pour toute la France selon la CGT. C'est loin d'être mai 68, le mot d'ordre par certains Gilets de grève illimitée reconductible est totalement irrationnel. Mais il reste une convergence positive si elle n'est que la première d'une vaste "insurrection" pacifique. Il est vrai que les réticences visibles de dirigeants Cégétistes comme Martinez, plus préoccupé de contrer ses opposants dans l'organisation que d'amplifier les luttes, ne favorisent pas l'embrasement. Pas plus que les sorties antisyndicales et antipartis récurrentes au sein des Gilets Jaunes. D'autant que le grand cirque pré-électoral organisé à grands frais par Macron sous le vocable de " grand débat " (les maires, "les vieux", " les jeunes") n'est pas sans efficacité. La côte du Président-monarque remonte en février dans les sondages, ce qui fait se pâmer d'aise les bavard(e)s des télévisions.

3/ Néanmoins, le feuilleton des samedis jaunes continue. Le 9 février des dizaines de milliers de manifestants, vêtus de jaune ou pas (chiffres invérifiables et contradictoires), parsèment les rues de Paris et d'autres villes grandes et petites. Une belle longévité même si Castaner fait annoncer qu'ils sont de moins en moins nombreux. Et toujours les mêmes contrastes entre une majorité de promeneurs pacifiques et néanmoins abreuvés de gaz lacrymogène, voire de projectiles capables d'arracher une main près de l'Assemblée nationale " attaquée" par quelques irréfléchis (ou provocateurs ?). Et mêmes disparités idéologiques " Jaunes " entre un flot de revendications sociales et politiques pertinentes et celles répandues sur le net au nom d'un " collectif " de Gilets exigeant la suppression drastique des subventions culturelles d'État et même du Ministère de la Culture ("Le vrai débat"); des Gilets Jaunes tendance beaufs sans doute...



Les 16 et 17 février, trois mois après le début du mouvement, ce sont encore des dizaines de milliers de manifestants qui parcourent les rues de France, même si quelques débordements d'une violence inacceptable permettent au Pouvoir et à ses roquets médiatiques de diffuser d'obsédantes diatribes contre la "sauvagerie" et le racisme de la plèbe jaune. Au point qu'on peut se demander si

les brutes minoritaires vêtues de jaune pour être filmées sont faites d'inconscients, de fascistes infiltrés, ou de provocateurs stipendiés au service d'officines policières. Cette violence médiatisée, ajoutée à la campagne présidentielle déguisée en " grand débat " n'est évidemment pas sans conséquences. Le soutien populaire aux Gilets Jaunes s'érode un peu, tombe au-dessous de 50 pour cent, et la côte « sondagière » de Macron (26 pour cent !) a enrayé sa dégringolade. Mais cela ne saurait cacher l'incroyable longévité de ce mouvement populaire, malgré ses failles.

Même scénario étonnant le 23 : dans des villes différentes à chaque fois se sont rassemblé quelques 46 000 manifestants selon la police, plus que la semaine précédente en tout cas, malgré les gaz lacrymogènes et autres éléments de dialogue macroniens : à Clermont Ferrand, les interpellations et gardes à vue ont précédé le départ du cortège. Jusqu'à quand, vers quelle issue ?

Le samedi 16 mars, pour la 18ème fois (! !), des milliers de Gilets Jaunes (plus que d'habitude) parvenus à Paris par le train et les autoroutes se répandent dans ses belles avenues. Bien sûr, parmi eux quelques centaines de "casseurs", des heurts (plusieurs dizaines de blessés), de nombreuses interpellations dès le matin, et un flou évident des revendications émises. Et un matraquage télévisuel répertoriant les images de violence, accompagnées d'un commentaire les opposant aux gentils participants au "Grand Débat" macronien qui se termine. Rien de bien neuf, finalement. Triste fin de cycle ce 16 mars à Paris : tous les observateurs ont pu noter que les dispositifs policiers ont laissé toute latitude

à quelques centaines de brutes masquées, venues parfois paraît-il de pays voisins, vêtues de jaune ou pas, de saccager, incendier et piller durant toute la journée les boutiques et restaurants des Champs Élysées, sous l'œil attentif des caméras de la télévision.

Ces trublions n'étaient présents **que** pour déconsidérer définitivement le mouvement. Le Gilet jaune, qui servait au départ à rendre visible un mouvement revendicatif, est devenu le déguisement facile et anonyme des prédateurs d'occurrence. Et pour faciliter les mesures répressives déjà votées par les députés En Marche, et approuvées par ceux de la Droite.



Le 19 mars, les manifestants CGT, FO, Solidaires, par centaines de milliers, retraités, fonctionnaires, etc..., défilent pour les services publics, et contre les conditions de vie en berne. En guise de réponse, une Ministre évoque la nécessité de retarder l'âge de la retraite, et un autre annonce le limogeage de quelques fusibles à la Préfecture de Police de Paris, le durcissement de la répression policière, et l'utilisation de l'armée pour protéger les bâtiments d'État ! Une éclatante illustration du "Grand Débat" macronien !

Le 23, dix-neuvième sortie de Gilets jaunes sur les boulevards et les ronds-points, de Montpellier à Paris, de Nice à la

Lorraine. Et cela, malgré les menaces ("on va tirer, c'est le rôle de l'armée") et les interdictions d'accès aux " beaux quartiers " Quarante-cinq mille manifestants (?) selon Castaner, soit moins que les cortèges du 19, et des slogans pas toujours très clairs.

Et toujours pas d'union avec les forces syndicales sur un programme clair de revendications.

Le 6 avril, 21eme samedi de défilés à Paris et ailleurs, quelques milliers d'irréductibles dans le calme. La rumeur sur le net avait annoncé 700 Gilets jaunes venus du reste de la France, pour enfin rédiger un ensemble complet de revendications : une velléité d'organisation cohérente ?

L'assemblée des assemblées de Saint Nazaire

Le même week-end, sans que les médias de tout poil daignent en dire un mot, une "Assemblée des Assemblées" de Gilets Jaunes a lieu à Saint Nazaire. Ils sont venus de plus de 200 " ronds-points", ne se veulent surtout pas des délégués, et ne se disent surtout pas mandatés de quelque façon que ce soit. Toujours cette peur panique de la représentation, jugée source de manipulation, au profit de la " démocratie directe ", souhaitée plus que définie. Si on en croit les descriptions de participants (rares, car la presse y fut interdite), le déroulement ne fut pas simple, malgré des essais de mise en commissions réparties en thèmes, et donnant lieu à des conclusions parfois désavouées par certains participants, à l'issue d'échanges très vifs.

Le compte-rendu d'une participante parisienne (du 18ème arrondissement) permet d'en retracer l'atmosphère un peu chaotique, mélange de bureaucratie et de démocratie formelle :

"Définir ou plutôt questionner ce que doit être une Assemblée des Assemblées, telle doit être le but assigné à une commission vite répartie en 6 groupes. Elle récuse la forme pyramidale de prise de décisions et veillera à empêcher l'émergence de tout leader qui usurperait une fonction de représentant ou de dirigeant...moments d'échanges, de rencontres...elle se permet d'énoncer des orientations, dans le strict respect des Assemblées locales qui pourront les réfuter, les modifier ou les entériner. Cette élaboration ne précise pas les modalités précises de la prise en compte du retour des avis locaux..."

Pourrait-on dire mieux que l'on rejetait à l'Assemblée de Saint Nazaire toute une histoire séculaire des organisations ouvrières en France : le choix au suffrage universel de dirigeants mandatés et tenus de respecter les orientations est un mode de fonctionnement démocratique, et ne



débouche tout de même pas obligatoirement sur les dérives opportunistes et carriéristes. Refuser tout mandat clair ne revient-il pas à jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Ceci étant, l'AG des AG de Saint Nazaire a produit cinq Appels, dont un, sans surprise, dénonce les débordements répressifs, policiers et judiciaires, et l'autre affirme clairement le caractère anti-démocratique de l'Union Européenne, et incite à la mobilisation à ce sujet durant la période électorale. En même temps, il condamne toute candidature se réclamant des Gilets Jaunes, et refuse de donner toute consigne de vote à cette occasion. Mais cette critique de l'UE ne fait pas le lien avec ce qui la fonde, le Capitalisme et sa logique. Un autre Appel, très succinct, place le mouvement dans une optique de défense de l'environnement jugé menacé par les appétits de profit. Et un quatrième prône une ébauche de "démocratie directe" par un usage constant d'Assemblées populaires directes.

En fait, ces quatre appels thématiques ne font que reprendre sans vraiment la détailler la formulation de "l'Appel (Général) de l'Assemblée des Assemblées" qui détaille ainsi les revendications du mouvement :

-Augmentation générale des salaires, retraites et minima sociaux.

-Services publics pour toutes et tous.

-Reconnaissance de l'urgence environnementale...fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

-Nouvelles formes d'une démocratie directe

-Assemblées locales proposant aux Assemblées des Assemblées, et renvoyant aux Assemblées locales...

-Indépendance à l'égard des Partis politiques et des organisations syndicales...aucun leader autoproclamé."

On ne peut s'empêcher de constater l'absence de propositions sociales et fiscales **concrètes** souvent formulées sur les ronds-points (hausse du SMIC, baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, suppression de taxes inégalitaires et du CICE, lutte contre l'évasion fiscale, rétablissement de l'Impôt sur la fortune, etc... Sur ce point, ces textes issus de quatre mois de débats et de luttes sont moins précis que les revendications initiales, telles qu'on les a entendues cent fois sur les écrans de BFM ou dans les reportages de Ruffin. Le même flou préside aux propositions " démocratiques" : le va et vient entre Assemblées de base et nationales peut générer des analyses consensuelles ou majoritaires, mais quel Pouvoir d'État va finalement décider de les inscrire dans la Loi commune ?

Dix jours après l'Assemblée de Saint Nazaire, qui se voulait nationale, nous recevions à Taverny (95150) dans nos boîtes aux lettres un tract 10/15 cm sur papier glacé, signé des "Gilets Jaunes du Val d'Oise", rassemblant en quatre thèmes les revendications, formulées avec beaucoup plus de précision :

" pouvoir d'achat

"indexer les retraites, les rentes et les salaires. Baisser les taxes, Augmenter le SMIC.

"justice fiscale"

"Rétablir l'ISF financier, lutter contre la fraude fiscale, supprimer le CICE pour les grosses entreprises et le rajouter pour les autoentrepreneurs.

"justice sociale"

"Diminuer les inégalités, mettre fin aux privilèges et aux passe-droits

"une vraie démocratie"

"RIC : le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple."

Sans surprise, cette proclamation s'intitule :

"**retour aux sources**. Redonnons de la visibilité à nos revendications" et conclut

en donnant les coordonnées électroniques GJ.95.valdoise, en précisant

"Il y a forcément un groupe gilets jaunes près de chez vous. Rejoignez-nous sur nos ronds-points et assistez à nos réunions."

Le samedi 20, en tout cas, quelques milliers de Gilets Jaunes éclairent encore les rues de Paris et d'ailleurs, malgré les annonces par Castaner d'un déferlement de Black Blocks : les "casseurs", en fait, furent peu, mais les fumées lacrymogènes assez nombreuses, selon un scénario bien établi en quelques mois.

Et Macron mit le point final ?



Le 18 avril, la France entière était conviée à enfin entendre tomber de la bouche de son monarque les conclusions qu'il voulait bien donner au "Grand Débat national".

Une heure avant cette échéance, Notre Dame de Paris prenait feu, et, devant l'émotion partagée qui lui volait le premier rôle, Notre Président remballait son discours, se contentant sur place et quelques heures après, d'une envolée unanimiste pour *"reconstruire avec l'effort de tous Notre Dame en cinq ans"* (!), et *"plus belle qu'avant"* (une formule pour le moins inquiétante vis à vis d'un chef

d'œuvre médiéval amputé). Et de lancer aussitôt une souscription démarrée par les dons des premiers oligarques français, Arnault et Pinaut-Valencienne, dont les dégrèvements d'impôts sont la spécialité.

Ce discours-conclusion repoussé a toutefois donné lieu à quelques "fuites" dans la presse, en guise de ballons d'essai. Et c'est enfin le **grand jour** que la France attendait, selon nos télévisions, dans la semaine qui suit...

Rien de bien étonnant, toutefois, sauf quelques pansements sur le malaise des Français, tel que le Monarque et sa Cour l'ont compris :

- Il condescend à ne pas amputer les retraites des plus pauvres comme il l'avait prévu !
- Il pousse la bonté pour les mères divorcées jusqu'à leur assurer une pension alimentaire aux frais de l'État !

- Sa générosité va jusqu'à annoncer la suppression de l'ENA que personne ne demandait ! (Elle sera remplacée par d'autres "grandes" Écoles, qui la valent bien !)

- Etc...

Mais de deux heures de verbiage, il ressort néanmoins :

1/ que l'Impôt sur les Fortunes ne sera pas rétabli.

2/ que les milliards distribués au patronat sans engagement (CICE) persisteront.

3/ que les taxes inégalitaires (TVA, etc...) continueront de plus belle.

Et surtout que les réformes engagées sont les bonnes, et qu'il faut accélérer leur mise en place, en mobilisant pour cela Ministres, Députés En Marche qui devront le faire plus vite. Jamais encore le Pouvoir en France n'avait autant parlé pour ne rien annoncer de nouveau...

Avril 2019 : enfin des convergences revendicatives ?

Le **samedi 27 avril** qui suivit démontra, plus encore que les sondages, que le Maitre n'avait convaincu que ceux désireux de l'être. Non seulement des Gilets Jaunes, obstinément, parcouraient par milliers les métropoles de Provinces, mais les boulevards parisiens, de Montparnasse à la Seine, voyaient passer un cortège incongru, malgré le silence rageur des journalistes aux ordres. À l'appel de certaines Unions Départementales (Bouches du Rhône, Loiret, Nord, etc...) et fédérations CGT, plus combattives que les autres, quelques milliers de manifestants (de 6000 à 35 000 suivant les sources) mêlaient pour une fois sous les mêmes mots d'ordre Syndicalistes et Gilets Jaunes : un embryon de cette "*convergence des luttes*" tant redoutée du Pouvoir macronien et de ses communicants. Un embryon seulement, dont l'ampleur ne pouvait qu'être limitée, tant elle fut freinée par des réticences politiciennes, convergentes elles aussi.

La direction confédérale CGT n'avait pas appelé à cette action commune !



Les Partis politiques professant l'anticapitalisme (PCF, NPA, LO, Insoumis) avaient soutenu officiellement l'initiative, mais leurs dirigeants furent délibérément absents du cortège !

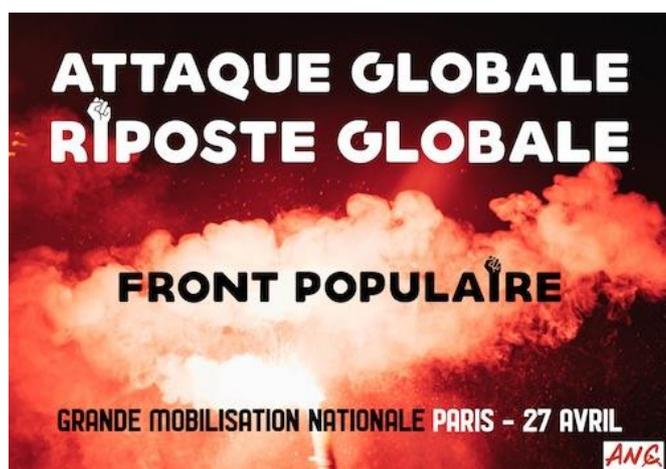
Certains leaders connus des Gilets Jaunes, après avoir signé l'appel aux côtés des Cegetistes en un premier temps, avaient retiré leur nom devant les pressions exercées par d'autres Gilets Jaunes !

Ces contradictions laissaient sans réponse une question pour le Premier Mai 2019 à venir.

Les Gilets Jaunes allaient-ils rejoindre les "traditionnels" cortèges syndicaux ? Y aurait-il ce jour-là une addition des luttes ?

Question vitale pour l'avenir à l'issue de 6 mois teintés de jaune, d'un long combat de classe inespéré et potentiellement porteur de transformations radicales. Une question qui crée une telle frousse dans l'État macronien que ses Ministres et ses communicants claironnent plusieurs jours avant qu'il y-aura le 1er mai des coups à prendre dans les rues plutôt que du muguet ! Tous les observateurs sérieux ont noté cette atmosphère d'état de siège, de guerre civile annoncée dès l'aube, avec fouilles des individus et des automobiles, à la recherche (?) des 2 000 Black Bloks venus de l'étranger annoncés par Monsieur Castaner. Curieusement, ces " Allemands, Grecs et Belges " (sic) ne se retrouvent pas parmi les centaines d'interpellés...

En ce jour de Premier mai 2019, la France aura connu plus de 200 manifestations, réunissant plus de 150 000 personnes à 14 heures, selon les chiffres évidemment sous-estimés de la police. Soit de l'avis général bien plus que le Premier mai 2018. En fait, les casseurs annoncés sont rares aux écrans de télé, même si les commentateurs ne parlent que de leurs exploits. Par contre, les cohortes de policiers tirant sur les manifestants sont impressionnantes à l'écran, et pour ceux qui les ont vues de près, au point de respirer les gaz lacrymogènes.



En réalité, les cortèges et rassemblements ont réuni plusieurs centaines de milliers de citoyens, (300 000 ?), parsemés très souvent de jaune ici et là, quelquefois séparés en groupes méfiants. Combien de Gilets Jaunes dans ces foules réunies essentiellement à l'appel de Syndicats, et surtout de la CGT ?

On ne le saura peu, mais ces ébauches de convergences revendicatives firent du Premier Mai un succès indéniable, malgré la peur cultivée par les médias. Malgré aussi les dizaines de crétins masqués, qui ont brûlé à Paris quelques voitures, se faisant ainsi, comme à chaque fois, les meilleurs alliés du Pouvoir macronien et du Capital qu'ils prétendent combattre. Monsieur Castaner les utilisera jusqu'à la vomissure, il ira jusqu'à inventer qu'ils ont attaqué un service de réanimation de l'Hôpital de la Pitié Salpêtrière ! Pourquoi pas les accuser aussi de l'incendie du Reichstag ? Bien curieuse "démocratie" que celle peuplée d'émules de Goebbels...

Le samedi suivant, la tradition bien établie de quelques milliers de Gilets Jaunes perdure dans les rues de Paris et autres centres urbains. Et sans les heurts habituels, malgré les volées de gaz lacrymogène, dont un syndicat de policiers (!) découvre la toxicité pour les lanceurs en cas de vent. Il est vrai que la polémique autour des exploits de Castaner paraît avoir calmé certaines ardeurs En Marche !

Le 9 mai, plusieurs centaines de milliers de manifestants en France (300 000 selon la CGT) à l'appel des divers syndicats de la Fonction publique. Et, dans les cortèges, pas mal de jaune.

Samedi 11 mai, pour la 26ème fois (!), des Gilets jaunes dans les rues. Sur les chaînes dites "d'informations continues",

le commentateur préposé répète que " le mouvement a tendance à s'étioler".

La France est décidément devenue le pays où le ridicule ne tue plus, notamment dans les médias.

Mai 2019, une issue par les urnes ?

Le 10 mai 2019, le dépôt de listes pour les élections européennes est clos : 34 listes différentes (!), dont une partie ont un intitulé obscur, sans avoir l'excuse de l'humour. Trois ou quatre d'Extrême-Droite, autant de gauches concurrentes, trois se réclamant des Gilets jaunes sans aucun mandat de leur part, et dès les premiers jours de la campagne, un flou programmatique absolu.

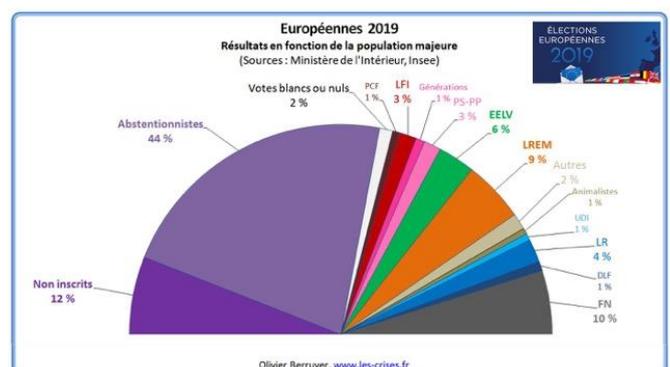


Une caricature annoncée de suffrage universel, qui n'a rien pour déplaire au Pouvoir politico-médiatique : Il prêche depuis des mois que seuls comptent les candidats adoubés par Macron, remparts uniques contre le danger Le Pen, et les sondages le redisent à satiété pour ceux qui n'auraient pas encore admis ce dogme.

Ce qui est d'ailleurs tout bénéfique pour le Rassemblement National, promu en opposant premier au Pouvoir, alors que Marine Le Pen et son jeune cheveu-léger Bardella se sont ralliés à l'Union Européenne qui incarnent ce Capitalisme mondialisé qu'ils prétendent pourfendre.

Ils ne cessent en 2019 de répéter leur volonté de conserver l'UE, en transformant sa direction grâce à l'extrême-droite européenne coalisée : Hongrois et Polonais, Baltes et Italiens, Finlandais et Autrichiens, tous réunis par la xénophobie et le conservatisme social. Une perspective plausible, compte tenu des progrès déjà enregistrés par elle, du sud au nord du continent, mais qui devrait faire froid dans le dos à tous ceux qui n'ont pas oublié les drames du siècle passé. Une perspective d'autant plus redoutable en France que tous les sondages prévoient un Parti macronien plafonnant à guère plus de 20 pour cent des voix ! Et un RN fascisant à peu près au même niveau. La Droite de Wauquiez, dont les objectifs sont bien proches, le suit de peu, et peut laisser présager une majorité gouvernementale des Droites, à l'exemple de l'Autriche ou de l'Italie.

Une parodie de "démocratie représentative", dans laquelle les plus nombreux seront les sans-voix abstentionnistes, 50 à 60 pour cent des Citoyens français ! Voilà le résultat réel du scrutin qu'annoncent les sondages.



Et une gauche anticapitaliste atomisée, épuisée par ses errements, ses compromissions, ses trahisons, et par le discrédit nourri par les médias formatant l'opinion. Une France Insoumise qui ne parvient pas à émerger des foudres colériques de son leader ; un PCF incarné par le gentil Brossat, qui s'obstine à dire pis que pendre des Traités Européens, mais ajoute aussitôt qu'il est pour une Union Européenne dont ils sont pourtant l'expression ! Alors même que ces deux listes auraient pu en 2019 revendiquer l'exclusivité du " Non à l'UE " que Marine Le Pen ne défend plus ! Il a fallu aux électeurs, opposants résolus à ce carcan supranational et capitaliste, beaucoup de conscience politique, et la conviction que chaque abstention accroît le pourcentage des Macroniens et du RN, pour consentir à voter pour eux.

Quant aux candidats se réclamant des Gilets Jaunes, ils n'étaient guère en état de recueillir leurs suffrages : Sur la base de quel programme l'auraient-ils fait?



Et, comme par hasard, le 13 mai, Macron utilise jusqu'à la nausée l'émotion soulevée par la mort regrettable de deux soldats français au Sahel, lors de la récupération de deux touristes otages de trafiquants. Une occasion pour le Monarque de redonner une seconde

jeunesse à la mythologie du para, testostérone et nationalisme. Il célèbre ainsi leur courage, leur valeur physique, leur "fraternité partagée au service de tous les Français". Ceux parmi nous qui ont subi ces commandos spéciaux colonialistes en 1960 peuvent ajouter leur aptitude au "nettoyage" de villages, tueries, viols, etc... Les vieux mythes OAS ont décidément la vie dure... Une nouvelle preuve que Monsieur Macron n'est pas l'Homme d'État qu'il voudrait être, mais un expert es-manipulations électorales et de sondages, capable de pêcher des voix dans tous les trous fangeux où frétille le Front National depuis un demi-siècle.



Au même moment, s'ouvrait le Congrès national de la CGT, l'organisation syndicale la plus présente dans les mouvements revendicatifs, face à une CFDT qui a soutenu la plupart des "réformes" libérales de l'équipe Macron, notamment celle du Code du Travail. Un congrès parfois houleux : une partie des délégués (Bouches du Rhône, Nord, Val de Marne, Centre, commerce, chimie, énergie Ports...) reprochant à la direction confédérale son attitude timorée, et sa recherche perpétuelle d'unité avec la CFDT.

Cela leur a permis d'entraîner la majorité des délégués à voter un amendement de défiance à l'égard de la Confédération Européenne (CES) d'inspiration libérale, dont le leader de la CFDT Berger est un membre très influent, et la CGT un membre obéissant. Surtout, malgré les manœuvres de la tribune qui fit refaire le vote, le congrès vota par 2 fois le principe de la recherche « d'échange et d'unité » avec des syndicats du monde qu'ils soient ou pas affiliés à la CSI **et à la FSM...** Amendement historique qui fait réapparaître la FSM dans les textes de la CGT d'où elle avait disparu depuis 1995 !! Il ne s'agit pas toutefois d'un basculement des orientations, les amendements affirmant la lutte de classe comme objectif prioritaire restent minoritaires, et Martinez secrétaire général (à vie ?) d'une CGT dont l'influence stagne.

Le même samedi, sixième mois de manifestations de Gilets Jaunes, avec évidemment moins de monde qu'aux meilleurs crûs. Mais aussi ce jour-là, une manifestation importante contre le projet d'un immense centre commercial à Gonesse en Val d'Oise, aberration écologique, économique et urbanistique : Bien sûr, les télévisions ne l'ont pas vue...

Le résultat des élections européennes le 26 mai sont peu différents des prévisions faites depuis 6 mois : elles ne constituent en aucun cas une issue, et permettent au trio Macron-Philippe-Castaner de réaffirmer sa volonté de poursuivre invariablement son objectif de (contre)-"révolution libérale". Le Pouvoir politico-médiatique a en effet réussi à faire de ce scrutin le troisième tour de la Présidentielle, un duel entre Macron et le RN, présenté en seul opposant. Et les partis peu ou prou anticapitalistes ont été ainsi marginalisés (moins de 10% au total), donc impuissants dans un océan d'indifférence citoyenne (plus de la moitié des électeurs potentiels se sont abstenus !). Sans même parler des 3 listes se réclamant des Gilets Jaunes, à l'écho infinitésimal, et du nombre surprenant d'électeurs assez perturbés pour se réfugier dans un vote Vert qu'ils croient apolitique, alors qu'il n'est que Liberal-Écologiste. Le seul verdict notable du vote est que la liste gouvernementale (LREM) a obtenu le soutien d'un électeur sur 10 !

Un score lamentable rarement atteint par un Gouvernement en France, qui n'empêchera pas ses épigones de se dire " **la majorité présidentielle**". Le ridicule ne tuant plus, telle est la version Macron de la "**démocratie**" !

Les gilets jaunes passeront ils l'été ?

Les week-ends suivants en juin voient se pérenniser des cortèges Jaunes le samedi, à Montpellier, Paris, Toulouse, etc... Avec évidemment moins de participants, même s'ils continuent d'être abreuvés de gaz lacrymogène autant

qu'auparavant. Une queue de comète jaune qui ne change rien au discours satisfait du camp Macron.

La cote présidentielle est, semble-t-il, un peu remontée au fronton des sondages avec la "canicule" ! Et le samedi

29 juin, quand débute le temps des vacances, quelques milliers de Gilets Jaunes (9000 selon la police) parcourent Paris et d'autres villes. Rien à voir évidemment avec la foule exubérante des "Fiertés homosexuelles", qui, le même jour, déborde des boulevards de la Capitale. Mais 7 mois après l'éclosion, ces petits groupes jaunes sont toujours là...

Avec l'été et les vacances, on est bien obligé de constater chaque année un engourdissement des luttes revendicatives, ce qui permet au Pouvoir d'État libéral de renforcer ses entreprises de démolition des conquêtes sociales de 1945, avec l'assentiment de sa "majorité introuvable" à l'Assemblée nationale (baisse de l'indemnisation du chômage, destruction des retraites par répartition, grignotage du statut de la fonction publique, etc...).

Le 13 juillet, quelques centaines de Gilets Jaunes parsèment Paris, pour le 35ème samedi ! Et surtout, le 14 juillet, malgré plus de cent arrestations préventives, ils ont infiltré la foule de badauds, venus applaudir les soldats de l'Impérialisme français, rassemblés par un Président qui se pose en chef de guerre Européen. Ce qui leur a permis de le conspuer, à la grande indignation de ses fidèles dans les Médias...

Évidemment, quelques dizaines de casseurs vêtus de noir viennent peu après incendier quelques poubelles aux Champs Élysées, ce qui permet aux journalistes aux ordres, de dissenter longuement sur la violence inhérente aux manifestants, comme à l'ordinaire.



Deux poids, deux mesures, faut-il l'observer à nouveau ? Le suivi médiatique grossissant et obsessionnel pour les Gilets Jaunes, et surtout pour leurs débordements éventuels, n'est plus de mise quand il s'agit des grèves et manifestations de soignants, durant tout le mois de juin, aux urgences asphyxiées des hôpitaux publics. Ceux-là ont le tort d'être souvent liés aux syndicats de salariés. Et le journal Le Monde, qui se veut le bréviaire quotidien des Français cultivés, et s'adonne volontiers au mépris distingué des militants, titre "*la grève se poursuit aux urgences*", en précisant qu'une "*vingtaine d'infirmiers ont poussé les syndicats à s'y joindre*"...

Durant le mois de juillet 2019, lors des "Estivales" organisées par les militants de l'Association Nationale des Communistes, un épisode vint confirmer que l'empathie réciproque ne suffisait pas à assurer la convergence. Certains des délégués venus de Provence avaient en route vers l'Auvergne participé à un mouvement revendicatif, en compagnie de Gilets Jaunes. Dans l'euphorie de l'action commune, deux d'entre eux avaient accepté de venir au séminaire militant de l'ANC, et, invités à le faire, s'y sont exprimés. Le premier nous a expliqué son désir de constituer dans sa localité une liste aux élections municipales, "*qui exprimerait ce que pensaient les citoyens, sans programme politique, qui l'empêcherait*". La seconde, "*femme au*

foyer " fière de l'être, s'indigna de ne pas être rétribuée à l'égal des femmes salariées. A l'évidence, ces discours ignoraient totalement deux acquis essentiels de l'histoire du mouvement ouvrier français :

1/ la nécessité pour des luttes victorieuses d'organisations riches de réflexions politiques capables de dépasser l'étape " spontanéiste " irréfléchie.

2/ la nécessité pour en finir avec la sujétion féminine de ne plus réduire la femme à son rôle de ménagère et de mère.

Ceci étant, dix mois après ses débuts, le mouvement des Gilets jaunes est toujours vivant. Toujours cette longévité étonnante, des effectifs réduits mais obstinés, toujours ce manque d'objectifs précis, cette propension aux dérives violentes de minorités manipulées...L'une des justifications favorites des Gilets Jaunes est l'incapacité des syndicats d'obtenir des victoires. Mais ils ne sont parvenus qu'à un résultat identique au seuil de cet été.

Renaissance d'automne ?

Le samedi 21 septembre 2019 marqua le début ensoleillé du deuxième automne jaune de notre chronique. On ne saura pas combien de manifestants ont suivi les appels lancés depuis les réseaux sociaux, les 7000 policiers annoncés à Paris ont systématiquement confisqué leur gilet à ceux supposés vouloir manifester ! Cette tactique répressive de cour de récréation se double toutefois des procédés antérieurs, arrosage de gaz lacrymogène et d'eau, y compris pour les cortèges "écologistes". Tant et si bien que les organisateurs interviewés, Rodriguez pour les Gilets Jaunes sans gilets, et le responsable de Green Peace pour les Verts avouent l'échec des manifestations et leur écœurement. D'autant que quelques dizaines de cagoules vêtues de noir ont pu en toute impunité pratiquer leur habituel lancer de bouteilles pour éventrer une vitrine, à la grande satisfaction de la Préfecture de Police et des chaînes d'informations continues.

Le lendemain, le Président Macron expliquera dans leur langue aux téléspectateurs ébahis des USA que les Gilets Jaunes " expriment le malaise des classes moyennes déstabilisées par la rapidité des mutations mondiales." CQFD !

Le week-end suivant, encombré par trois jours de quasi-canonisation de Jacques Chirac récemment décédé, ne vit guère de cortèges jaunes. Était-ce dû au fait que la plupart des participants potentiels avaient été ses électeurs ?

En octobre, quelques maigres cortèges dans des métropoles provinciales. Il est vrai que se déployait la répression judiciaire, beaucoup plus efficace que les grenades et les flash-balls. 3000 condamnations prononcées un peu partout en France, dont un millier, alourdies de prison. Face à cela, les violences policières bien réelles ont donné lieu à 313 enquêtes internes de l'IGPN, mais au début novembre, **une seule**

poursuite judiciaire, aucune condamnation ! Les chaînes d'infos continues bruissent de discours policiers se plaignant d'être mal-aimés, mais sans faire le moindre lien avec les brutalités dont certains d'entre eux sont responsables sur ordre. Comme si des citoyens excédés, abreuvés arbitrairement de gaz et de puissants jets d'eau, pouvaient faire la différence entre forces de l'ordre en service commandé, et professionnels ou bénévoles en uniforme, dont la mission est de protéger les citoyens, fut ce au péril de leur vie. Pompiers, policiers, agents hospitaliers, sont logés par le Pouvoir d'État à la même enseigne. Il ne répond à leurs revendications que par la violence ou le mépris, et persuade les français que tous les services publics ont d'abord un rôle répressif à son service. Le mécontentement est toujours évident, il a donné lieu cet automne à des mouvements émanant de professions disparates, et parfois surprenantes : policiers, avocats, pompiers, hospitaliers, cheminots, etc. Mais leur diversité a permis au Gouvernement de n'en pas tenir compte, et aux médias de les dénoncer comme "*preneurs d'otages*". D'autant que certains, notamment à la SNCF, ont explosé sans directives syndicales, lors des migrations liées aux vacances scolaires. Ce qui a

permis aux journalistes aux ordres de gloser encore une fois sur la décrépitude des organisations ouvrières.



Le week-end du 26 octobre 2019, quelques ronds-points de Taverny (Val d'Oise) s'ornaient de grandes affiches manuscrites, célébrant l'anniversaire de l'insurrection Gilets Jaunes et appelaient à un " réveil du peuple ". Deux jours plus tard, les affiches avaient disparu, arrachées sur ordre par la police, toujours soucieuse d'une éventuelle commotion de l'opinion publique.

Début novembre, environ 400 Gilets Jaunes venus d'un peu partout en France, réunis à Montpellier en Assemblée des Assemblées, semblent aller dans ce sens, réaffirmant à la fois leur méfiance vis à vis des états-majors syndicaux, et leur désir de rejoindre et durcir le mouvement de grève lancé par l'ensemble des syndicats de salariés pour le 5 Décembre.

Mi-novembre 2019 : l'anniversaire en bouffées jaunes

Le samedi 16 novembre était annoncé sur les réseaux sociaux et craint à l'Élysée : il fut bien le 53eme week-end jaune, sur des dizaines de ronds-points, un peu partout en France, et à Paris malgré le filtrage et les fouilles préventives d'éventuels manifestants, les gaz

lacrymogènes et les lances à incendie. Curieusement, pour les naïfs ou les gogos, ces dispositifs visant à empêcher les rassemblements de Gilets Jaunes n'ont pas gêné le moins du monde la prestation de quelques centaines de casseurs, devant les caméras des télévisions. L'objectif du

Ministre Castaner et du Président Macron est ainsi atteint, et leur permet de claironner aux petits écrans la détresse des commerçants et des touristes, la violence des "brutes " incendiaires sur les boulevards.

Les constats sont toujours identiques : expression d'un mécontentement obstinément présent malgré des effectifs réduits par la répression, et toujours aussi brouillon dans ses objectifs et ses tactiques, facilitant toutes les provocations et les manipulations médiatisées.

Parallèlement, l'anniversaire suscite nombre de reportages télévisés, et un flot d'articles de presse, de livres, d'analyses parfois sérieuses et parfois malhonnêtes, car émanant "d'experts", participant de ces " élites Parisiennes " qui sont la cible privilégiée du mouvement et le haïssent. Pour ne parler que des approches honnêtes, même si elles sont subjectives, retenons de cette vague anniversaires l'ouvrage de l'universitaire Laurent Jean Pierre aux éditions La Découverte, une approche sociologique approfondie, les dossiers étoffés réalisés par le Monde Diplomatique, et l'Humanité Dimanche, sous le titre " *An II, la colère grande toujours* ".

Peu de chose à retenir des commentaires télévisés, à l'exception des témoignages sur la 5 de "leaders" du Mouvement, dont Rodriguez, qui y perdit un œil, Mme Levavasseur, qui y perdit ses illusions après sa tentative avortée de candidature aux élections Européennes, et un petit patron droitier plein de colère contre les impôts et l'État. Des propos révélateurs du disparate politique de "militants" plutôt désappointés, désarçonnés par des mois

d'activisme sans débouché perceptible, sauf un appel incantatoire à " l'unité", sans préciser de qui avec qui, et sur quelles options.

Les plus favorables de ces célébrations anniversaires, comme les douze pages de l'Humanité quotidienne des 15, 16 et 17 novembre, suscitent quelques interrogations à la lecture.

Pourquoi un ton aussi dithyrambique, aussi flagorneur, contrastant avec celui plus que réservé du même journal en 2018, au plus fort des mobilisations Jaunes ?

Ce virage peut sembler d'autant plus paradoxal que depuis les soubresauts du dernier congrès du PCF, la rédaction de l'Humanité est devenue au sein d'un parti divisé un pôle de résistance des sensibilités les plus droitières et opportunistes.



Plus révélatrices encore sont les analyses des hors-séries publiés par le Monde Diplomatique (" le peuple des ronds-points ") ou le Courrier International ("la France des Invisibles" nov.dec.2019). Ce dernier réunit les reportages de journalistes étrangers, qui aboutissent parfois à paraphraser la célèbre interrogation de Montesquieu dans les Lettres Persanes : " Comment peut-on être Français ?". Notamment quand le journaliste nord-américain Christopher Ketcham fait frissonner ses lecteurs en agitant le souvenir de la Terreur en 1793, en raccourcis historiques audacieux plus

que pertinents : " *Le 1er décembre, les manifestants ont ravagé les quartiers chics parisiens [...] Près de la Place de l'Étoile, des hôtels particuliers ont été vandalisés et incendiés. Ces derniers étaient le refuge de la haute bourgeoisie qu'ils méprisaient tant, une classe sociale qui vivait confortablement pendant que le reste de la France dépérissait [...] la colère ne s'émoussera pas, et la colère en France-démocratie occidentale remarquablement instable, n'est jamais sans conséquence...Le système de protection sociale imaginé pour la première fois pendant la Terreur n'a été mis en œuvre avec succès qu'après la grève générale de 1936, puis après la Seconde Guerre mondiale...*" (Harpers Magazine, 1/8/2019).

Le hors-série du Monde Diplomatique multiplie à l'inverse les approches pertinentes de " l'année jaune": ("peur sur les beaux quartiers ", "femmes gilets jaunes en première ligne"), en combinant sociologie et idéologie. Mais ici l'empathie évidente n'interdit pas le recul critique.

Quant aux diverses chaînes télé d'infos continues, elles ont inondé leurs auditeurs des prédatons inhérentes aux Gilets Jaunes, et de cette angoissante question : jusqu'à quel infini montera le taux de violence, si par malheur la convergence des luttes se fait avec les grévistes du 5 Décembre ? Est-ce une façon pour le Pouvoir de prévenir que les bataillons de provocateurs sont déjà prêts pour ce jour-là ?

Hiver 2019 : le temps des bilans est venu

Tout épisode historique majeur dans l'histoire d'une nation (et c'est le cas de l'irruption des Gilets Jaunes en France) doit être lu de façon dialectique, avec ses aspects positifs, et aussi négatifs.

Mai 68 a enfanté bien des améliorations en France, sociales, comportementales. Mais aussi un discours libéral faisant des banquiers de Francfort et des bombardiers occidentaux une modernité, a l'image d'un Cohn Bendit, qui fut il y a 50 ans Dany le Rouge, et qui est devenu le chantre de l'Union Européenne et le porte-parole de l'OTAN !

Il serait présomptueux de prédire l'avenir du Mouvement des Gilets Jaunes. Mais il serait inconséquent de ne pas tenter d'esquisser un bilan aujourd'hui, de ses apports positifs, et ceux plus discutables.

Du positif dans le bilan

Les disparités idéologiques au sein des Gilets Jaunes n'auraient pas dû nous étonner. Elles sont le reflet du reflux des idées révolutionnaires et progressistes dans le prolétariat français (et mondial) depuis trente ans, de l'analphabétisme

politique dont l'ont imprégné les médias libéraux, parties prenantes du Pouvoir capitaliste. Cela ne change rien à la nature de classe du mouvement, dont on peut même se féliciter qu'il ait surgi avec cette

force et cette durée inattendue dans ce contexte délétère.

D'autant qu'au fil des luttes et des semaines, les contenus positifs y ont pris plus de place, y réduisant les croyances réactionnaires initiales, surtout quand un début de convergence avec la CGT se révélait possible, grâce au discernement des militants plutôt que de leurs responsables.

Il était inepte de refuser de voir la nature de classe des Gilets Jaunes, de la plupart de leurs revendications sociales et politiques, de nier qu'ils étaient d'emblée anticapitalistes sans le savoir, comme Mr Jourdain faisait de la prose. Comme il serait immature pour des militants blanchis sous le harnais d'un syndicat ou d'une organisation communiste, de nier les apports indéniables des Gilets Jaunes en 2018 et 2019.

Ils auront inventé quelques trouvailles tactiques dont il serait dommage que les actions syndicales et politiques ne s'inspirent pas.

1/ ils ont prouvé que, par le biais des "réseaux sociaux", on peut mobiliser un peu partout des foules de manifestants sur une revendication concrète, de vie quotidienne (prix de l'essence et taxes).

2/ l'idée d'utiliser le gilet jaune, symbole visible de ceux qui travaillent sur les routes, comme signe de reconnaissance d'une revendication, au-delà de différences d'origine sociale et d'idéologie, s'est révélé une trouvaille dans une société française au sein de laquelle les images jouent un rôle essentiel. Ils ont montré la force idéologique des symboles visibles dans une lutte sociale ou politique. Il serait temps de le redécouvrir, alors que la plupart des luttes actuelles s'incarnent en mornes cortèges

dépeuplés des drapeaux rouges qui les fleurissaient encore en 1968.

3/ les revendications d'égalité fiscale et sociale, portées sans victoires notables depuis des décennies par la CGT et les Communistes, ont trouvé avec les Gilets Jaunes des relais capables d'arracher enfin quelques succès, il serait incongru parmi nous de s'en plaindre.

4/ face à une masse de députés toujours prêts à voter les "réformes" régressives du monarque qui les a fait élire, ne devons-nous pas regarder de plus près les aspirations démocratiques nouvelles, y compris le RIC ? Nous aurions eu grâce à ce système certainement une majorité pour le rétablissement de l'ISF, et peut être même pu stopper les reculs du Code du Travail l'an dernier. Il est en effet tout à fait justifié de réclamer que les élus soient obligés de respecter le mandat qui leur a été confié par les électeurs : faut-il rappeler que la Constitution de notre pays, qui prévoit expressément qu'il " *n'y a pas de mandat obligatoire* ", mériterait pour le moins un toilettage ? Que notre "démocratie macronienne" est soumise à un monarque choisi par vingt pour cent des français, secondé d'une Assemblée-croupion aussi peu représentative des tendances de l'électorat ? (Les députés En Marche y sont à eux seuls les trois quarts !)

5/ Les militants communistes actuels devraient mieux relire leur passé, et les avatars mérités du PCF. Si jusqu'aux années 1970, le parti de Thorez et Duclos, de Frachon et Gabriel Péri, était depuis 1920 un des acteurs majeurs de l'histoire française et de ses conquêtes sociales et politiques, cela ne tenait pas uniquement à la justesse de ses orientations politiques.

Il lui arriva même de se tromper lourdement, quitte à rectifier ensuite : il le fit bien à l'été 1940, quand il sollicita la réparation de l'Humanité des occupants nazis, avant de devenir heureusement 6 mois plus tard l'artisan essentiel de la Résistance Nationale ; et le grave faux-pas de 1956 quand ses députés donnèrent au Président du Conseil Guy Mollet les "*pouvoirs spéciaux*", lui permettant ainsi d'embraser la guerre coloniale, fut fort heureusement suivie d'une action résolue pour "*la Paix en Algérie*" durant les six années suivantes.

Car ce Parti était ancré dans les luttes ouvrières, il en était même une culture, l'héritier de ces hommes et femmes qui s'étaient battus au cours des siècles précédents, parfois au péril de leur vie, pour d'autres qu'eux-mêmes, pour "*les spoliés de la Terre*", comme le disait le martyr résistant antifasciste Jean Nicoli. Ils vivaient, au sein de la France du XX^{ème} siècle, gangrenée par l'égoïsme généré par le Capitalisme, une contre-société basée sur la fraternité, cette valeur inventée en 1789, et réduite par la suite à un mot sur le fronton des mairies. Mais au sein du "Parti", vécu par bien des militants comme une sorte de famille, les mots " Camarade ", " Copain ", n'étaient pas des vocables anodins. Ils exprimaient une sociabilité amicale, altruiste, incarnée par des rencontres festives de quartiers ou d'entreprises (les remises de cartes), qui

réunissaient les militants et leurs familles dans les quartiers populaires. C'était aussi le cas des Fêtes militantes plus vastes (de l'Humanité, et de bien d'autres, de villes, régionales, etc...).



Cette fraternité assurait une cohésion sociale dans les quartiers qu'on dit aujourd'hui "difficiles".

Quand, à partir des années 1980, le PCF s'est progressivement transformé en machine électorale opportuniste et carriériste, il a peu à peu perdu cette fraternité interne, et, progressivement, son rôle d'avant-garde culturelle des milieux populaires, avant de voir disparaître aussi son influence politique.

Les militants du PCF, résiduels à l'issue de ce naufrage d'un demi-siècle, devraient voir comment cette fraternité qu'ils ont perdue, les Gilets Jaunes ont su la reconstituer sur les ronds-points occupés : on peut le voir dans les reportages lucides réalisés par Ruffin ("*J'veux du soleil*").

Le côté obscur des mois jaunes

Dans nos sociétés capitalistes contemporaines, ou le pouvoir d'État est aussi médiatique, toutes les références à une démocratie plus directe ne sont pas innocentes. Les Pouvoirs ont toujours su reprendre à leur profit les aspirations à la

démocratie-référendaire, pour en faire un usage plébiscitaire (Napoléon III et De Gaulle l'ont fait avant ceux d'aujourd'hui). Macron n'a annulé son projet de référendum qu'après lecture des

sondages, qui lui promettaient une déconfiture.

Il est toujours bon de se demander face à d'éventuels référendums (notamment celui annoncé sur la privatisation des aéroports parisiens), qui choisira les questions, et qui aura donc tout loisir de les biaiser à son avantage ? D'autant, que la Constitution actuelle prévoit le chiffre exorbitant de 4,7 millions de citoyens pour déclencher la procédure, et que la majorité parlementaire, si peu représentative, peut en définitive la bloquer !



Les dirigeants macroniens n'ont pas abandonné l'idée de se refaire une santé en lançant, eux, un référendum sans risques, sur un sujet sociétal "consensuel". Pourquoi pas, selon certains projets de la "Majorité", la Procréation Médicalement Assistée, que la plupart des opposants politiques anti-libéraux ne pourraient guère rejeter sans se désavouer.

Parallèlement, soutenir de notre mieux ce mouvement social de classe, ne peut signifier se diluer en son sein, faire par démagogie la part belle au refus inacceptable de toute organisation syndicale ou politique défendu par une bonne partie de ses membres, aux naïvetés spontanéistes, aux tentations violentes ou xénophobes qui s'y exprimaient parfois, et qui, finalement, lui ont coûté très cher. Sans se poser en donneurs de leçons, le

rôle des militants qui rejoignaient ce mouvement était de l'enrichir des expériences séculaires des luttes ouvrières depuis trois siècles. Notre tâche de militants communistes est de ne pas laisser effacer cet acquis de l'histoire prolétarienne de notre nation, de ne pas céder à la mode idéologique libérale.

Mais au contraire, d'amener par l'exemple et la réflexion le mouvement social à des analyses plus justes, débarrassées des phantasmes antiparlementaristes et racistes cultivés par l'extrême droite depuis toujours. Certains militants ont rappelé à juste titre l'exemple de Maurice Thorez qui eut en avril 1936 le courage politique de dire la "main tendue" des militants ouvriers aux catholiques et même aux Croix de Feu. Mais cela ne signifiait nullement pour lui approuver leur discours antiparlementariste et anti-démocratique. Comparaison n'est pas raison, encore faut-il éviter les anachronismes, ne pas se tromper de contexte historique. Le PCF de Maurice Thorez en 1936 avait, certes, quelques faiblesses. Mais Il était le fer de lance de la classe ouvrière française, apte à faciliter le puissant mouvement d'occupations d'entreprises qu'on sait. Le PCF de 2019 n'est plus guère que le Bouteflika du champ politique français, et la CGT n'est pas vraiment au mieux de sa forme.

L'historien Pierre Serna, animateur de l'Institut de recherches sur la Révolution française à La Sorbonne, agacé par l'anachronique rapprochement entre 1789 et les Gilets Jaunes, riposte en précisant avec lucidité qu'ils sont plutôt les héritiers de " l'extrême- centre", né durant la Révolution du clivage gauche-droite, et précise que "le mouvement des Gilets

Jaunes ressemble beaucoup plus à une révolte d'Ancien Régime, qu'à une quelconque préparation d'une Révolution". On peut discuter ce positionnement sur l'échiquier politique inventé en 1789. On ne peut nier le rejet "nihiliste" des organisations politiques et syndicales par la quasi-totalité des Gilets Jaunes (supp. L'Humanité, " 1789-2019, l'égalité, une passion française ", juin 2019)



Faut-il rappeler cette évidence mise en lumière par Marx il y a presque deux siècles, et que chaque génération s'empresse d'oublier ?

Il ne peut exister de conquêtes sociales et politiques majeures, de processus victorieux vers une éradication de l'inégalité capitaliste, sans le truchement d'organisations structurées, de partis communistes et de syndicats de salariés ancrés dans la lutte de classes, de mouvements et associations solidifiés par des objectifs clairs, et des responsables choisis et contrôlés démocratiquement par leurs mandants. Et s'ils ne le sont pas, si leurs dirigeants ont muté en bureaucrates désireux de "dialogue social" plus que de luttes populaires, il revient à leurs adhérents d'en changer, mais surtout pas de mettre en cause l'existence des syndicats ou des partis au service des travailleurs. Toute dérive complaisante vers le slogan inepte " *Tous pourris, Partis et syndicats, Tous néfastes, sauf moi qui ai toujours raison* ", est un cadeau inestimable au Capital et à ses hommes.

Il faut bien constater que la longue saison jaune de novembre 2018 à juin 2019 à encore accru cette lèpre "apolitique" dans la population française.

L'âge de l'informel en politique ?

Le drame est que le monde entier semble entrer dans une ère de mouvements politiques et sociaux que l'on constate creux, porteurs d'idéologies confuses, contradictoires, "spontanés"(?), ou plutôt créés par les initiatives individuelles de "réseaux sociaux", plus aptes à l'invective et aux "pensées courtes" qu'aux analyses rationnelles, rétifs à toute forme d'organisation, et, de ce fait, incapables de se structurer sur des objectifs clairs. Se croyant libérés de toute

idéologie, ils sont en fait perméables à toutes les manipulations, violentes et politiciennes. Le contraire de la démocratie "directe" prônée par les participants.

Depuis dix ans, ce type de mouvements s'est multiplié sur tous les continents :

Ce furent un peu partout ces "révolutions de couleur", qui, de Géorgie en Ukraine, n'aboutiront faute d'objectifs rationnels, qu'à un sur-place libéral.

Ce que les médias occidentaux ont baptisé "Révolutions Arabes", parfaitement justifiées dans leurs motivations, n'ont *in-fine* engendré qu'une dictature en Égypte, les subversions armées contre l'État national en Libye et en Syrie, le chaos guerrier au profit de l'Impérialisme occidental un peu partout, et le maintien en tout cas sous des formes diverses du Capitalisme local, en Tunisie par exemple, où les inégalités sociales contestées au départ se renforcent.



Les manifestations populaires au Soudan et en Algérie, qui ont embrasé les villes et la jeunesse cultivée, sans pratiquement d'intervention des Partis d'opposition ou des Syndicats, et sans autre motivation consensuelle que le "dégagisme", ont certes contraint Bouteflika et Omar El Bachir à quitter le pouvoir, mais on ne sait encore au profit de qui et de quoi. Dans ces deux grands pays musulmans, l'avenir est encore ouvert, qui peut accoucher du meilleur, mais le pire est aussi possible, le dévoiement des luttes populaires sans boussole par l'intégrisme criminel, ou, pire encore, par des libéraux affairistes au service de l'impérialisme extérieur toujours aux aguets.

Le 18 mars 2019, des foules de jeunes gens (et de moins jeunes...) ont défilé dans des dizaines de pays (USA,

France, etc...) à l'issue d'une grève scolaire " pour sauver le climat ", sans autres précisions, à l'initiative médiatisée d'une adolescente nordique. Mais " à l'exclusion des Partis quels qu'ils soient ", comme le soulignent avec gourmandise les idéologues libéraux qui peuplent nos télévisions. Sans autre résultat notable que de détourner, par centaines de milliers, de naïfs électeurs français vers le vote Vert, qu'ils croient "apolitique", alors qu'il n'est souvent que le maquillage du libéralisme.

On pourrait même y rattacher la multiplication dans notre pays (et d'autres) de ces "Marches blanches" à l'occasion d'un crime, dont le seul ressort consensuel est la compassion pour les victimes et leur famille : elles permettent trop souvent aux médias de faire de l'audience à peu de frais, sans faire avancer l'enquête pour le moins.

Car cette contagion de l'informel dans la vie politique au sens large du terme est organiquement liée à la mise en cause des Partis, des Syndicats, voire des organisations collectives, constatée dans presque tous les pays, en Europe et ailleurs, notamment en France où cette "mort des partis" a accouché de l'élection-surprise du Président Macron, et de sa "contre-révolution libérale". Elle prend souvent le visage de "nouvelles sociabilités" sur le net, par le biais d'échanges "horizontaux" et immédiats, des "réseaux sociaux", qui se posent en ersatz de la démocratie.





Ne nous trompons pas toutefois d'ennemis : ce ne sont pas les mutations technologiques qui sont la **cause** de ces pesanteurs régressives de la vie politique

et **idéologique**, mais ceux qui les utilisent à leur profit. Le croire nous ramènerait aux prémices des luttes d'un demi-siècle après que l'ennemi était le Capital et son armée d'idéologues.

Marx a écrit en 1848 le texte fondateur des Communistes, qui doit toujours inspirer notre lutte pour basculer l'avenir. Son titre exact, ce n'est pas un hasard, est " *Manifeste du **parti communiste***". En 1848 comme en 2019, pas de victoire d'une idée, si géniale soit elle, sans le travail obstiné d'organisations structurées qui la portent. Sans cette colonne vertébrale, les luttes ne vont qu'à l'impuissance et au découragement.

Un hiver chaud ?

Le week-end des 23 et 24 novembre n'a pas vu défiler de Gilets Jaunes. Il est vrai que tout le monde attendait la grève nationale du 5 Décembre, et ses suites éventuelles, les uns avec espoir et impatience, les autres avec une hargne brutale, qui transparaît des discours de Macron et ses thuriféraires. Ils ne négligent pas non plus les contre-feux les plus divers, au risque même d'y laisser des plumes. Ce fut le cas quand les médias les plus proches du Gouvernement fustigèrent très fort des semaines durant les "féminicides", créant ainsi une émotion majeure qui s'est traduite dans les rues de Paris par un cortège d'environ 50 000 personnes, bien au-delà, du féminisme habituel. Avec des flots de récriminations imprévues contre des dirigeants jugés peu conscients du problème...

Comme si les brutes et les violeurs venaient d'être inventés soudainement en France ! Et la même inflation médiatique

aura lieu trois jours plus tard, autour de manifestations " *pour le climat* ". Pour le " *complexe politico-médiatique* " français, qui s'efforce de formater l'opinion, tout sujet, justifié ou pas, (des soldats français morts au Mali pour une cause discutable aux victimes des inondations dans le Var) peut être bon à prendre, s'il permet de détourner des luttes que l'on craint à l'Élysée.



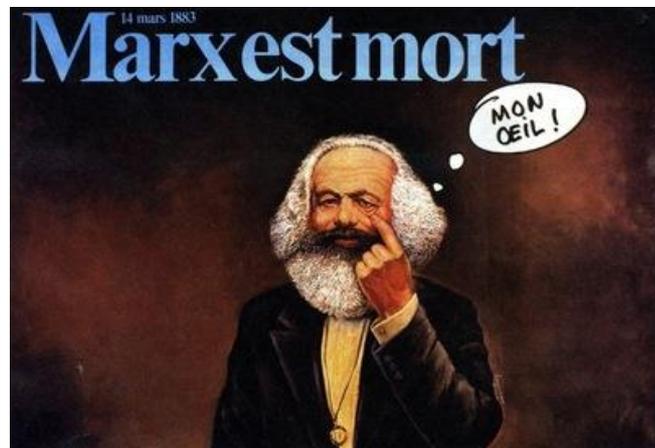
L'approche anxiogène du 5 Décembre révèle aussi d'autres symptômes, dans les rangs même des plus enthousiastes des partisans du Pouvoir. Ainsi, un texte publié le 1er du mois par une enseignante francilienne impliquée depuis plusieurs mois dans les Gilets

Jaunes, et sincèrement anticapitaliste, dénonce avec vigueur "*les directions syndicales (qui) ne défendent plus depuis longtemps les travailleurs ni leurs droits*". À côté de remarques parfaitement justifiées (forte baisse des effectifs syndiqués, allégeance idéologique et financière aux institutions "Européennes"), mais biaisées car attribuées à toutes les organisations syndicales françaises sans distinction (la CGT étant d'ailleurs la seule citée en exemple), l'analyse affirme sans ambages que la grève du 5 a été imposée aux syndicats "*par la base*", et par le mouvement des Gilets Jaunes, "*Son obstination, l'absence de hiérarchisation dans ses rangs intrépides ont contaminé le monde des travailleurs...Les directions ont du s'incliner devant la poussée de leurs bases*". Cette dérive "*basiste*", tout droit issue du gauchisme étudiant de mai 1968, est d'autant plus anachronique qu'elle ne prétend pas dépasser par la gauche le mouvement ouvrier comme les Maos et Trotskistes de La Sorbonne soixanthuitarde, mais s'inspire de "*l'idéologie Gilets Jaunes*" qui revendique l'apolitisme ! Ce qui prouve pour le moins que l'auteur n'a pas lu Lénine, et sa "*maladie infantile du communisme*".

Cette dérive anarchisante au sein même du camp anticapitaliste n'est pas isolée : l'interview de l'historienne Ludvine Brantigny dans Télérama, bréviaire des téléspectateurs "*de gauche*" (7 au 13 Décembre) va dans le même sens, et jusqu'à approuver les bouffées de violence incontrôlées et manipulées dans les cortèges.

Comme si l'actualité, en Bolivie, en Algérie et bien d'autres lieux, ne démontrait pas encore une fois que les luttes populaires

contre les **effets** du Capitalisme étaient vouées à l'impuissance et à l'échec si elles ne disposent pas d'organisations de classe, d'objectifs clairs, munis de programmes précis de transformation sociale et économique.



Et le 5 est là, dans les rues, par centaines de milliers à Paris, dizaines de milliers dans les villes de province, plus d'un million de citoyens, salariés de toutes catégories, transports, culture, santé, alimentation, syndicats de classe et réformistes, et des Gilets Jaunes avec eux...la tentative de briser la marche du cortège parisien grâce à des incidents télévisés entre policiers et trublions en noir a échoué, face à la calme détermination des manifestants et surtout à leur nombre. J'ai pu remarquer dans le rassemblement parisien un drapeau rouge déployé, dans une foule parsemée de Gilets Jaunes : Est-ce enfin un symptôme de convergences des luttes anticapitalistes ? Les jours suivants le diront...



Le 10 Décembre, un peu moins de monde dans les rues (250 000 selon les comptages syndicaux), mais "*toujours autant de détermination*" selon les médias, qui ne parviennent pas, malgré leurs efforts acharnés, à filmer les habituels "black block" en action.

Et le blocage des transports se poursuit, malgré les promesses gouvernementales sur les marges de la "réforme" (retraite minimum à 1000 € mensuels), et parfois à cause d'icelles, quand le Premier Ministre s'obstine à s'accrocher à un "*âge pivot*" de 64 ans, qui "*irrite fort la CFDT*".

Ce qui nous vaut durant deux jours un spectacle incongru : le troupeau des experts libéraux défile à nos télévisions en suppliant le Monarque Macron de sortir de son silence hautain, de ne pas obliger le fidèle et gentil cédétiste Laurent Berger à manger son chapeau devant un Philippe Droitier. Quant à l'ineffable Jean Paul Delevoye, le concepteur initial du projet macronien de la retraite à points, il se sent obligé de démissionner quand on découvre qu'il était rétribué par les Assurances qui tireront profit de la Réforme !! Curieux ballet de faux-culs, dont on ne sait s'il relève de l'inconscience politique, ou de calculs machiavéliques...

Jusqu'au mardi 17 Décembre qui fait tomber les masques : plus d'un million de manifestants dans les rues (1,8 selon la CGT). Les photos de L'Humanité révèlent des foules nouvelles, capables enfin de gagner, porteuses de désirs de mieux-vivre et de rejet des gouvernants privilégiés de la fortune ; enfin pas mal de drapeaux rouges, au lieu de ces mornes cortèges vaincus d'avance, dont le sommet de la pensée se résumait à l'ineptie "*tous*

ensemble, tous ensemble, ouais ! !". De ci de là, dans le flot calme des professions qui revendiquent, quelques taches jaunes mêlées : plutôt une absorption qu'une addition des mouvements...



Ce qui confirme en tout cas la survie des syndicats de classe, mais aussi que la "participation" de la CFDT n'augmente pas la longueur des cortèges. Et, dès la nuit qui suit, un député en Marche (ex- DRH d'Auchan) pour remplacer Delevoye au gouvernement, félicité d'emblée par les "*syndicats d'acointances*", pour son "*sens du dialogue social*", avant même le démarrage au grand jour des "*concertations*" !!

Car l'objectif des gouvernants dans cette affaire de retraites est de plus en plus évident : s'accrocher bec et ongles aux désirs du MEDEF et de la Droite réunis, pour travailler plus longtemps et ne gagner autant en fin de vie que si l'on a pu cotiser plus aux assurances privées, qui lorgnent ce juteux marché prévisible.

Mais aussi regagner une opinion traumatisée en faisant traîner les blocages jusqu'aux fêtes, pour offrir un succès négocié aux gentils Cédétistes, et avoir enfin la peau de ces salauds de pauvres révoltés. Et de leurs organisations, syndicats et partis qui s'obstinent à ne pas mourir...

Car c'est bien la lutte de classe que mène le Pouvoir politico-médiatique, en luttant pour sa classe, la Bourgeoisie, contre ce qui survit de défenses organisées du monde du travail. Et à sa tête le Monarque, qui lance ses capitaines à

l'assaut, quitte à perdre un Delevoye de temps à autre, en faisant profession de chef d'État trop préoccupé des affaires de l'Univers pour se mêler des détails d'intendance, laissés à son premier Ministre.

La "lutte finale" de monsieur Macron

L'appareil d'État libéral de la France a peaufiné en trois ans un système politico-médiatique formidablement efficace pour utiliser les faiblesses de l'adversaire et manipuler l'opinion.

C'est ainsi qu'en 2017 il a organisé l'élimination du candidat Fillon, et l'élection de Macron à la présidentielle, bien qu'il n'ait au départ qu'une popularité restreinte à quelques initiés du CAC 40, et à peine le soutien de vingt pour cent des Français. Cela en gonflant délibérément l'audience de Marine Le Pen, promue seule opposante au Président.



Sa deuxième performance est d'avoir, en amplifiant l'œuvre des précédents quinquennats, multiplié les "réformes" libérales au détriment de l'héritage de 1945, privatisations et destruction des services publics, grignotage des grands sites industriels : une volonté obstinée de pulvériser le reliquat du Mouvement ouvrier organisé et ce qu'il a conquis en deux siècles. En ce sens, l'incapacité des Gilets Jaunes en

2018-19 à construire des objectifs clairs, à se structurer démocratiquement, est un signe évident de la réussite du Pouvoir chapeauté par Macron. Et les campagnes de dénigrement des partis anticapitalistes (FI, PCF, NPA) ne sont pas dépourvues d'efficacité : Ils se révèlent incapables d'offensives victorieuses.

Mais il reste en France un obstacle majeur à réussir cette contre-révolution libérale du quinquennat macronien, au détriment des syndicats de classe incarnés par la CGT et quelques organisations structurées de salariés, comme Sud, Solidaires, ou FO. L'appareil d'État et ses idéologues ont-ils jugé, en cet hiver 2019, que le temps était venu de détruire cette dernière défense du prolétariat organisé en France ? Tout le laisse supposer.

Il est vrai que ce rempart ultime a révélé bien des faiblesses :

1/ le taux de syndicalisation est dans notre pays historiquement bas, (officiellement 12 pour cent des Français cotisent à un syndicat !), même si leur influence est considérablement plus étendue.

2/ la plupart des grandes concentrations ouvrières (mines, métallurgie, textile, etc) qui en formaient le terreau ont disparu, notamment par les délocalisations.

3/ dans les services autrefois publics peu à peu soumis aux règles du privé (SNCF, Poste, Hôpitaux) la précarité des statuts a énormément progressé.

4/ les dernières élections professionnelles ont donné à une CFDT très modérée la place de "*premier syndicat français*" au détriment de la CGT, surtout dans les entreprises privées.

5/ la dite, CGT s'est révélée en crise lors de son dernier congrès, où le "*syndicalisme rassemblé*" parrainé par la direction confédérale et Philippe Martinez s'est vu fort contesté par une partie des délégués.

6/ les derniers grands affrontements de classe entre le Pouvoir et les secteurs les plus combattifs du monde salarié (les cheminots pour leur statut et celui de la SNCF) ont laissé aux grévistes un goût amer de défaite. Et "*l'année Jaune*" 2018-19 a encore conforté l'idée que les organisations syndicales structurées n'étaient plus capables d'obtenir quoi que ce soit.

7/ les stratèges élyséens ont jugé aussi que cette offensive anti-CGT ne pouvait que rallier au Président des électeurs de Droite, siphonner en partie l'électorat des Républicains, et mettre le RN de Marine Le Pen dans l'embarras, dans l'incapacité de jouer trop fort l'opposant sur un terrain de revendications sociales qui n'est pas le sien.

C'est en tout cas en fonction de ces analyses que les stratèges Macroniens ont cru pouvoir éradiquer cet hiver 2019-2020 ce qui restait en France de "*forteresses ouvrières*", grâce à ce projet de réforme

des retraites, sachant la division à ce sujet des divers syndicats. Même s'il fallait en déclenchant cette "lutte finale" risquer un bouleversement politique imprévisible...

Une offensive risquée, comme le montre le désaveu infligé par les cheminots adhérents de l'UNSA et de la CFDT à leurs dirigeants. Ils avaient décrété le 22 la "trêve de Noël". Le trafic ferroviaire n'a pas repris. Et de plus, cette tactique offensive est contradictoire avec la stratégie macronienne qui confère depuis trois ans à Marine Le Pen l'exclusivité de l'opposition au Pouvoir.



Au lendemain de Noël, les grèves continuent, et se sont étendues à des secteurs étonnants, comme les danseurs de l'Opéra ou les salariés des raffineries, même si les télévisions s'efforcent de ne pas les montrer. Et au plus fort de cet affrontement, la Ministre des Transports prend le soleil dans un palais de Marrakech, et Macron, à peine revenu de sa parade africaine, prend ses vacances monarchiques au fort de Brégançon. Le soutien aux grévistes (plus de 22 jours !) est plus fort que prévisible, et se traduit notamment par des collectes financières abondantes, et d'origines très diverses. Et dans l'après-midi du samedi 28, à Paris, un cortège de Gilets Jaunes a rejoint celui organisé par les syndicats de classe !

Deux nouveaux épisodes de ce combat de longue haleine se concluent

ainsi à l'avantage des opposants que Messieurs Macron et ses amis rêvent de démanteler. Le 6 janvier 2020, la grève entame son deuxième mois, et les ministres réunis par le Chef à Matignon doivent en convenir.

Sire, rien n'est gagné !

Le 9 janvier, les manifestations sont imposantes, même si les chiffres officiels n'ont pour objectif que de "prouver" que le mouvement s'éteint. Plus de 300 000 participants dans Paris selon la CGT, et proportionnellement, plus encore dans les villes moyennes de diverses régions : plus de 2 000 à Sète dans l'Hérault, le double du score atteint en Décembre ! Mais moins à Blois, en Loir et Cher que les fois précédentes.



Au total, un peu moins de manifestants dans les rues de France que le 17 décembre, même si les professions représentées sont plus nombreuses.

Le mouvement, qui en est au trente-sixième jour, est toujours soutenu par des millions de citoyens. Au 10 janvier, la CGT Île de France a recueilli 90 000 euros pour le soutien aux grévistes ! Et le samedi 11

janvier, un cortège de plusieurs centaines de Gilets Jaunes a rejoint à Paris celui, plus gros, d'obédience syndicale.

Dès le lendemain, l'opération organisée conjointement par les tenants médiatiques de l'appareil d'État arrive à son terme : à l'issue d'un discours asséné quotidiennement depuis un mois sur la farouche opposition entre le Premier Ministre et la CFDT sur "*l'âge pivot*", Édouard Philippe remplace le mot "*pivot*" par "*d'équilibre*" dans un projet qui reste identique et bouclé, dont la date d'approbation par la majorité des députés est déjà annoncée. Et le Berger "*réformiste*" claironne sur tous les médias de France sa joie de cette "*reculade*". Un chef d'œuvre de manipulation de l'opinion...

À la mi-janvier, le conflit s'est durci encore : d'un côté, un Pouvoir qui clame son calendrier d'approbation du projet négocié avec lui-même et ses fidèles, par le Conseil des Ministres le 24 janvier, ensuite par l'Assemblée ou par ordonnances ; de l'autre, une extension des grèves et des blocages de secteurs parfois inattendus, Ports et raffineries, Palais de Justice et médecins hospitaliers, fonctionnaires de Bercy et danseurs de l'Opéra, employés du Louvre et enseignants du lycée Louis le Grand...même si la fatigue et l'usure se font sentir au niveau des manifestations ou des grèves après deux mois sans salaires, rien n'est fini, et le risque est évident de dérapage en affrontements brutaux entre revendicatifs qui n'ont plus rien à perdre et répressifs débordés et haineux.

La fatigue après plus d'un mois de grèves

Le mouvement social structuré par des organisations syndicales (CGT, FO, SUD, FSU), a en quelque sorte remplacé, absorbé, celui informel des Gilets Jaunes, quitte à s'en inspirer dans sa longévité par exemple, et parfois en se teintant d'un "basisme" proclamé.

Des grèves qui persistent dans des secteurs aussi divers que les ports, les raffineries, les hôpitaux, les ordures ménagères, les écoles, les palais de justice, et bien sûr les transports qui ont démarré, sans déboucher toutefois sur une grève générale. Un soutien populaire indéniable après plus d'un mois de conflit, donc, mais qui s'exerce trop par délégation. Les milliers de donateurs ne feront pas grève eux-mêmes : les emplois français en 2020 sont souvent devenus précaires, et il est difficile de justifier aux yeux de sa famille la suppression d'un mois de salaire, quand les fins de mois sont déjà très pénibles, les emprunts à rembourser nombreux, qu'épouse et enfants vivent dans un bain publicitaire constant d'incitation à la consommation.



"L'information", écrite et audiovisuelle, est en 2020 plus manipulée que jamais...

"Le Parisien", source de "connaissances" quasi-exclusive des salariés d'Ile de France, écrit ainsi sans ambages en éditorial le 10 janvier, sous le titre "À pleurer": " Il y a les larmes de colère des manifestants, celles provoquées par les lacrymogènes. Il y a enfin les autres, plus discrètes, de tous ceux qui se désolent de voir notre pays tourner en rond. La France est prisonnière d'un face à face absurde, entre des contestataires aux idées dépassées, et des gouvernants tellement obsédés par leur volonté de tout changer qu'ils en deviennent cyniques..."

Le 19 janvier, toutes les chaînes télé, privées et d'État, pratiquent à l'encontre de la CGT et de ses alliés un authentique lynchage médiatique, avec des mots soigneusement choisis dans le vocabulaire utilisé pour le terrorisme islamiste (" radicalisation, haine, violence "), parce quelques militants énervés ont conspué Macron au théâtre, ou stoppé un moment l'éclairage d'un local de la CFDT !).

Quand cette hypocrisie devient la pensée unique assénée jour et nuit à l'opinion française, notamment ouvrière, peut-on escompter l'issue victorieuse d'un soulèvement social, comme en 1936 ou 1968 ?

D'autant que les feuilles de paie sonnent creux fin janvier à l'issue d'un mois ou deux de conflit. Et le Pouvoir, imperturbable, même s'il doit encaisser les critiques du Conseil d'État, qui ne passe pas pour un brasier révolutionnaire, maintient son calendrier : approbation du projet en Conseil des Ministres, et discussion par "l'Assemblée-Macron" de façon à adopter le tout avant les élections municipales de mars !

Ce scénario gouvernemental semble s'enclencher : certes, des grèves sporadiques et disparates, ici et là, ont encore lieu, notamment dans les lycées, chez les avocats, les éboueurs parisiens, etc...Mais il est facile aux médias de ne s'étaler que sur autre chose qu'un mouvement social dont ils ont annoncé le décès. La contagion du corona-virus, cette endémie qu'ils attribuent au régime chinois, les annonces démagogiques du Président en faveur des handicapés, les sexe-tapes de ce maladroit de Griveaux... Les sujets de diversion ne manquent pas. Et, bien sûr, ils servent de caisse de résonance à la campagne électorale quotidienne entamée d'ores et déjà par Emmanuel Macron : après les handicapés, le "*drame climatique*" et la biodiversité au chevet d'une Mer de glace qui fond, et la baisse du chômage comme jamais...



Le 14 février, des milliers d'infirmières et médecins hospitaliers sont dans la rue. Mais quelle importance pour BFM qui régale son public d'un pugilat entre son chroniqueur fascisant Zemmour et la Ministre Me-too Schiappa à propos des fougades érotiques de l'incontrôlé Griveaux !

Les citoyens de notre pays sont décidément bien informés (ou formatés ?).

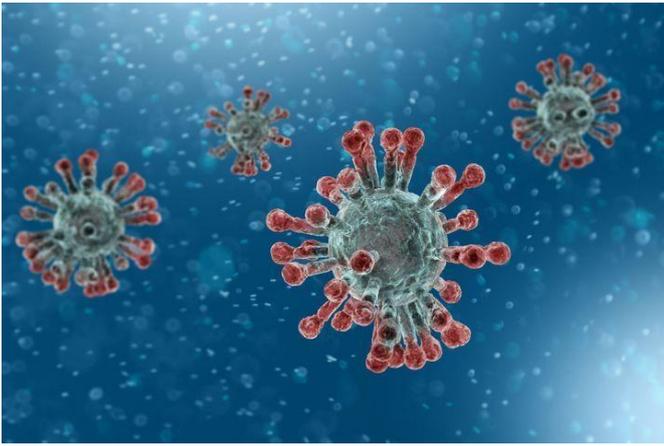
Mais le lundi 17, proclamé imprudemment "*journee morte*" par des syndicats de la RATP fait un flop : la lassitude est là, qui pèse sur les épaules des salariés.

Le jeudi 21, la manifestation intersyndicale est à l'étiage, 50 000 dans Paris selon la CGT, le chiffre le plus bas depuis le début du mouvement.

En fait, le curseur de la bataille sociale s'est déplacé vers la "*discussion*" à l'Assemblée Nationale du projet de réforme des retraites. Depuis 10 jours, ce projet, dont tout le monde avoue qu'il est bâclé, s'enlise devant les milliers d'amendements déposés par députés PCF et FI, et le Pouvoir, furieux, n'ose pas user du 49/3 pour le faire adopter sans débat ni vote. Peur des prochaines municipales ? Crainte de défections nombreuses parmi les " Godillots " d'En Marche ?

Les deux, sans doute, face à cette obstruction parfaitement justifiée. Mais les palinodies d'un Parlement fort peu représentatif n'ont de poids qu'appuyées sur un fort mouvement social, ce qui n'est plus le cas.

Finalement, au soir du samedi 29 février, encombré des discours enflammés suscités par la peur du Corona-virus, alors que le Président-Monarque avait convoqué le matin même un Conseil de Défense (!) contre l'épidémie née en Asie, un Premier Ministre déclenche "*à la surprise générale*" (sic) la procédure dite 49/3, pour clore le débat parlementaire : les amendements PCF et FI qui proposaient un référendum, " menaçaient la « **démocratie** » selon nos troupiers macroniens !



Évidemment, les motions de censure, de Droite et de Gauche, incluant le refus d'un projet de loi dont tout le monde sait qu'il est mal ficelé, sont d'autant plus vite rejetées par la Majorité" de députés En Marche qu'ils allient ignorance législative à la panique de n'être pas réélus. La première "bataille" parlementaire à propos du projet Macron de destruction des retraites par répartition est ainsi

Les municipales en désastre annoncé

La grande affaire qui préoccupe depuis un mois nos experts communicants (et leurs sponsors au Pouvoir) est la consultation électorale renouvelant maires et municipalités, prévue les 15 et 22 mars. Une échéance importante pour les 36 000 communes de France, qui est en général très fréquentée. Cet héritage spécifique de notre histoire nationale a les faveurs jusqu'à présent des citoyens. Les élus municipaux sont proches et donnent l'impression d'être plus fidèles à leurs mandats. Sera-ce encore vrai cette fois-ci, alors que les risques de contagion sont avérés ?

On peut aussi craindre une désaffection importante en voyant la quasi-disparition des candidatures

achevée, par ce qui pourrait être une victoire à la Pyrrhus, si le mouvement social clamait fort son indignation.

Mais les condamnations indignées du coup de force gouvernemental par les militants politiques et syndicaux n'ont plus qu'un écho rabougri en ce début pluvieux de mars dans les entreprises et les rues. Le projet Macron va continuer son trajet au Sénat, ou la Droite "majoritaire" (bien que peu représentative) risque tout au plus de l'aggraver ! Pour la masse des Français, toujours rétifs à la réforme, les jeux sont faits, d'autant que les médias font leur travail de manipulation. La paranoïa cultivée du Coronavirus vient à point, qui amène un déferlement de mères et pères de familles apeurés à faire force provisions par pleins caddies de pâtes, riz et sucre, dès le samedi 1er mars.

clairement identifiées comme il y a 20 ans d'une organisation politique nationale,



PCF, PS, Radicaux, Verts, Républicains...par contre, foisonnent les listes qui se disputent les sigles "citoyens", "écologistes", ce qui n'a aucune signification précise, n'implique aucun engagement programmatique, et peut donc cacher n'importe qui. Au-delà de

l'hypocrisie que cela implique (à Taverny, en Val d'Oise, la maire sortante qui fut porte-parole du candidat UMP Fillon en 2017 se proclame "*Libre*" (!) et la liste concurrente, regroupant la gauche non-communiste est "*citoyenne*" ! Ce combat dans le brouillard ne peut profiter qu'aux seuls clairement identifiés : les xénophobes du Rassemblement National, et les pêcheurs à la ligne apolitiques, renforcés de troupes d'abstentionnistes par la peur de l'épidémie. Les candidats foisonnent, et leurs déclarations font assaut de clameurs démagogiques et d'analphabétisme politique. La vague macronienne de 2017, qui se vante parfois de son inexpérience politique, a fait école. Les hebdomadaires régionaux en offrent une étonnante anthologie. Ainsi, la Gazette du Val d'Oise du 4 mars énumère : "*Ces villes (du Val d'Oise) où l'affaire est déjà pliée*" : ainsi La Frette, ancienne mairie PCF, avec un candidat unique "*sans étiquette*", et quelques autres dont les postulants affichent aussi leur éloignement délibéré des clivages politiques. Un florilège qui donne l'impression d'une ruée de candidats sans objectifs précis, sans connaissances particulières des problèmes sociaux, de promesses creuses qui se recouvrent, d'hommes et femmes qui semblent surtout animés par le désir de décrocher des places jugées lucratives. Comment pourrait-on juger autrement les 10 listes concourant à Cergy, dont 3 qualifiées de "*Divers Gauche*",¹ "*Divers Droite*", et la cinquième "*LR- Libres*". Le leader de cette dernière équipe proclame "*Stop aux moches*"(!). A Eaubonne, face au maire sortant de Droite, un outsider se clame "*écologiste et militant de la cause animale*".

À Saint Martin du Tertre, qui fut aussi une mairie PCF, le programme confus des candidats se résume à "*Fédérer et rassembler pour être à l'écoute*" (sic !). À Achères, dans les Yvelines voisines, le maire sortant PCF se présente "*sans étiquette*", contre une liste où le PCF officiel est dilué dans une "*Gauche*" incluant les Verts, qui se garde bien dans son "*programme*" de faire état d'affinités politiques !

Et pendant ce temps, notre monarque joue les chefs de guerre, un déguisement qu'il affectionne, depuis ses sorties auprès des militaires de Barkhane. À l'issue d'un nouveau Conseil de Défense contre l'épidémie venue d'Asie, le ministre annonce solennellement un train de mesures contre le risque de transmission du virus, fermeture d'écoles, interdiction des rassemblements de foule, etc... Mais pas de renvoi des élections municipales pour l'instant. Contradictions ? Incompétence ?

Pas du tout ! En fait, l'offensive guerrière est d'ordre électoral ou "*sondager*". L'épidémie, bien réelle, est instrumentalisée par un Pouvoir en quête de soutien populaire. Le Monarque se dépense en Conseils de défense, ses ministres en discours, directives et annonces contradictoires. Peu importe l'efficacité médicale, le but est de répandre une peur générale, multipliée par les médias aux ordres, et l'union nationale autour du chef de guerre et son panache blanc.

On ne peut nier les résultats de l'offensive, dans l'exaspération de la panique et de l'égoïsme : en témoignent les foules qui tentent sans succès d'obtenir des masques

dans les pharmacies, et pourchassant riz, pâtes et farine dans les supermarchés. Le jeudi 12 mars au soir, à l'issue d'une journée de silence, le monarque Macron vient annoncer solennellement aux citoyens français apeurés la fermeture des crèches, des écoles et universités, et l'interdiction de la plupart des rassemblements.



Le mouvement populaire débuté en novembre 2018 est mort.

Les mauvais esprits que nous sommes remarqueront que dans ce maelström européen de mesures de confinement, et d'interdictions de voyages, les manœuvres militaires de l'OTAN continuent à se déployer au travers des frontières, avec la participation de milliers de soldats US et de milliers de blindés !

Et que les élections municipales confirment bien le désastre prévu : près de 7 électeurs sur 10 ne sont pas allés voter, ce qui donne une idée de la représentativité des maires sortants réélus au premier tour. 60% des votants ne font que moins de deux électeurs sur dix !

On ne peut guère que noter avec quelque prudence deux ou trois faits significatifs :

1/ très mauvais scores des Marcheurs macroniens, au profit notamment de la Droite LR, de Lyon où la liste soutenue par l'ex-ministre de l'Intérieur Collomb est largement éliminée, au Havre où le député communiste Lecoq

fait un chiffre étonnant face au Premier ministre Philippe, et menace de le battre au second tour.

2/ comme prévu dans ce paysage brumeux, le RN assure ses élus précédents, de Béziers à Hénin-Beaumont, et peut, même, gagner Perpignan au second tour, avec, en fait, fort peu de voix en plus...

3/ Rien de bien réjouissant. Tout cela n'exprime guère une Nation sur le point d'accoucher d'une Révolution, comme certains volontaristes dans nos rangs le prédisaient...



Le 16 mars au soir, Macron en majesté vient répéter aux foules "*nous sommes en guerre* !" et qu'il faut donc s'unir autour de ses oukases. Après la dégelée de son parti au premier tour, il ne peut faire moins que renvoyer à plus tard la sanction prévisible au second, et geler les réformes engagées.

Mais, sa capacité de nuisance, et celle de ses ministres est intacte, il le montrera bien en faisant approuver dès le 25 par ses ministres et députés un flot de décisions par ordonnances, avec le plus parfait mépris d'un Code du Travail récemment bousculé.

"*Nous sommes en guerre, que diable* !", et les discours lénifiants pour "*les héros*" des hôpitaux ne manquent pas, dans le cadre

d'une "Union sacrée" qui voudrait ressembler à un nouvel été 14 : Mais la réalité est là !

Aucun effort budgétaire annoncé pour les hôpitaux asphyxiés, seulement quelques milliards pour les (chefs) d'entreprises, et

le Ministre de la Santé (ex-PS) laisse entendre clairement en guise de remède au coronavirus la mise en cause de la Sécurité sociale ! Car entre temps, la France est entrée à son corps défendant dans un nouvel avatar historique, la pandémie d'un Covid19 venu d'Asie.

La clôture d'une nation

Covid19, ce petit virus couronné, échappé d'un marché chinois aura en quelques jours bouleversé le monde et notamment l'Europe plus qu'aucune autre contagion. Il y en eut pourtant bien d'autres, en un siècle riche en massacres divers. Et la grippe dite "espagnole" en 1918, sut tuer beaucoup plus, 400 000 personnes en France et entre 50 et 100 millions dans le monde. Il est vrai que le monde et la France d'alors ne bénéficiaient pas comme aujourd'hui de cette emprise médiatique, capable en quelques jours de transformer des millions d'hommes en troupeau apeuré et délirant d'angoisse, se battant aux portes des supermarchés pour y faire provision de pâtes et papier hygiénique.

Il serait mal venu de nier la gravité médicale et sociale de la pandémie de 2020, qui balaie tous les continents, et plus encore que les autres, les plus grands d'Europe occidentale, Italie et Espagne, Grande Bretagne et France. Si la mortalité qu'elle a causée chez nous ne doit pas être exagérée (elle se compte en milliers, et la tuberculose ou la poliomyélite ont tué plus beaucoup plus nos grands-parents), elle ne doit en aucun cas être minimisée, puisqu'aucun traitement ne peut pour l'instant l'éradiquer, et qu'on en est réduits à en freiner la progression par le

confinement, vieille tactique médiévale contre peste ou cholera. Il est donc normal de respecter strictement les directives médicales, et la discipline collective, même si l'inflation médiatique nous déverse des tonnes de "conseils" contradictoires.



Nul ne devrait prétendre affirmer à la place des scientifiques qualifiés, qui d'ailleurs sont rarement d'accord entre eux (la science inclut le doute, et les diplômés ne préservent ni de la bêtise prétentieuse, ni de la servilité carriériste). Mais on ne peut nier que le Pouvoir d'État macronien a dès le départ instrumentalisé l'épidémie, pour tenter de créer autour de lui une "Union sacrée", dont il est loin de disposer. Le rassemblement apeuré autour des Chefs de Guerre paternels et omniscients, qui a déjà servi en 1914 n'est plus de mise. Non seulement le Président-monarque a

cru clouer ainsi le cercueil du mouvement social antérieur, mais il en a profité fin mars pour décider par ordonnances ("*État d'urgence sanitaire*") toute une série de dispositions restreignant temporairement (?) les libertés publiques et les droits des salariés. Et ses antécédents ne prouvent pas qu'on doive lui faire une confiance aveugle...



Les historiens jugeront ultérieurement quelles erreurs et quels présupposés des politiciens qui nous dirigent ont aggravé la crise sanitaire. De nombreux citoyens français, médecins, et particuliers, ont annoncé qu'ils porteraient plainte contre eux, et en leur sein même, les dénonciations fusent de responsables évincés comme Buzin. Nous ne nous joindrons pas à ce chœur disparate de plaignants ! Les responsabilités ici sont politiques, et relèvent du jugement des citoyens, pas d'une institution judiciaire qui, comme les médias, est une dimension de l'appareil d'État capitaliste. Il sait à l'occasion s'en servir, comme le disait Marx dès 1848, et comme l'a montré en 2017 l'exécution juridico-médiatique de Fillon pour permettre au poulain libéral Macron d'accéder à la Présidence.

Il est vrai que cet épisode sanitaire, amplifié jusqu'à la démesure, met cruellement en lumière les faiblesses

irréremédiables du Capitalisme actuel, et de la vague idéologique ultra-libérale des dernières décennies. Et les méchants marxistes que nous sommes n'ont pu s'empêcher de sourire aux éclats en voyant le directeur du Figaro reconnaître à la télévision que "*bien que libéral, il pensait que la crise actuelle devrait nous inciter après à revitaliser les services publics*" (!). Ne nous y trompons pas, ce n'est pas une conversion : en cas de baisse exagérée de leur taux de profit, les Capitalistes n'ont jamais rechigné à nationaliser les pertes, pour faire assumer les déficits par les plus besogneux. La contre-révolution libérale est toujours en cours...

Il est exact aussi que la Chine a profité de l'étatisation socialiste de son économie et de sa société pour juguler l'épidémie plus vite qu'Italie ou France. On ne peut en tirer de conclusions rudimentaires. La Corée du Sud et Singapour, économies évidemment capitalistes, qui multiplièrent autant qu'à Wuhan l'usage intensif des tests et des masques trop longtemps boudés par la France, éradiquèrent rapidement le fléau. Si le socialisme est un atout en matière épidémique, il n'est pas la panacée exclusive. Et on ne peut que regretter l'emballement de quelques militants qui ne profitent guère du confinement pour réfléchir : confondre l'épidémie et la "*mort du Capitalisme*" ne nous aidera pas...



Un mois déjà que les Français sont enfermés chez eux, comme l'étaient au Moyen Âge leurs ancêtres, quand survenaient peste ou cholera. Encore faut-il préciser que les seuls malades étaient alors enfermés, et que le reste des sujets n'étaient pas astreints à la clôture. Un mois déjà que Macron et les siens président à la panique par le biais des médias, multipliant les directives contradictoires, ordonnant des masques alors qu'il n'y en a pas, freinant au maximum les tests de contagiosité, avec pour seul souci de cultiver "*l'Union sacrée*" autour du "*chef de guerre*", qui, depuis son intronisation, s'évertue à défaire l'hôpital public. Un mois déjà que toute une nation est enterrée vivante, sans savoir si un jour elle sortira du cercueil, et comment...

Mal en tout cas, car les prédateurs au Pouvoir, politiciens libéraux et bourgeoisie capitaliste, feront tout pour que cette pandémie enfante un recul social et politique inédit. L'Union sacrée, d'abord, qui n'a pas dit son dernier mot, malgré le discrédit de la bande à Macron, Philippe et Castaner. Mais aussi et bien plus encore, des nouveautés dont le patronat rêve depuis longtemps. Ainsi, l'irruption massive du télétravail, qui consiste pour une partie des salariés à financer leur bureau et leur atelier, voire leur équipement informatique de travail et l'électricité qui l'alimente, et surtout les

amène à ne plus compter leurs heures de labeur, en les dispersant sans côtoyer de collègues. Une façon idéale de supprimer toute solidarité entre eux, cette gangrène des entreprises selon le MEDEF, qui rêve depuis longtemps d'étouffer la lutte de classe, d'allonger sans contrôle, durée et conditions de travail. **Et si l'état d'urgence, sanitaire ou pas, signifiait une victoire décisive du capitalisme libéral ?**

Et comment ne pas voir la joie de nos Libéraux à la perspective du futur Premier Mai sans la moindre manifestation **publique**, pour la première fois depuis deux siècles !

Décidément, réfutons la naïveté de certains, qui voient la pandémie enfanter la fin du Capitalisme. Elle peut à l'inverse lui donner un visage plus brutal. L'Histoire a démontré que les Révolutions naissent en périodes d'expansion, pas de détresse. Selon certains "experts" proches du pouvoir, les plus de 60 ans devraient rester confinés 6 mois durant. Il y aura moins de retraites à verser, comme dans les EHPAD et les Foyers-Migrants, devenus des mouroirs silencieux ! Mais les ouvriers devront aller sur les chaînes, pour ne pas grever les actionnaires, et leurs enfants en garderie scolaire.

Ce pouvoir, depuis le début, allie démagogie et incohérence, et volonté inébranlable de renforcer le capitalisme.

Enseignements et amertumes

Il n'est que temps de récapituler à l'issue de près de deux ans d'histoire française pas comme les autres.

Dix-huit mois d'abord de luttes acharnées, sur fond de mécontentement

majoritaire des Français, mais incapables d'aboutir à la défaite du Pouvoir honni, parce qu'elles furent tout au long disparates et contradictoires, émoussées par l'apolitisme, le "*dégagisme*" bête et

l'absence d'objectifs politiques clairs, par le discrédit aussi d'organisations politiques et syndicales qui ne sont plus ancrées démocratiquement dans les volontés populaires, à l'issue d'un demi-siècle d'impuissance et de trahisons, sous couvert de "*l'Union des Gauches*".

Redisons-le ! Les raisons objectives de cette impuissance tiennent en premier à l'évolution de la société française, bouleversée depuis 1975/80 par la mutation du capitalisme : démantèlement des grands sites industriels, délocalisations, précarisation des relations salariales, etc... EN 2020, la majorité des ouvriers travaille en CDD, vit en lointaines banlieues péri-urbaines parsemées d'immenses centres commerciaux, de plus en plus dépourvues de services publics. Cette majorité ne saurait trop comment rembourser ses emprunts, si le salaire mensuel venait à être interrompu.

Les mouvements de grève ont tendance de ce fait à devenir minoritaires, limités à une sorte d'aristocratie prolétarienne, protégée par son statut de Fonction Publique, et une rémunération moins dégradée. D'où ce sentiment massif de "*grève par procuration*", faisant cohabiter paradoxalement un mécontentement massif et des arrêts de travail limités, qui n'ont pas la capacité de bloquer l'économie comme autrefois.



Mais il s'y ajoute un nouveau contexte subjectif, un "*plafond de verre*" **idéologique**, qui tient à la mutation du Pouvoir d'État capitaliste. Il est de plus en plus constitué d'un énorme complexe économique (les possesseurs des moyens de production et ceux nombreux qui émargent à leurs profits), politique (les politiciens libéraux de divers partis et organisations, nationaux et locaux), et idéologique (les "*communiquants*", et "*experts*" contrôlant les médias, d'État et privés, qui formatent l'opinion et fabriquent les mouvements électoraux). Le discours unanime sur le fond que ressassent ces derniers est d'autant plus prégnant qu'il se camoufle derrière une perpétuelle controverse sur des détails anodins. Et, cerise sur le gâteau, cette vulgate libérale dominante est reprise, amplifiée jusqu'à la démesure, hystérisée parfois par des "*réseaux sociaux*", qui prétendent volontiers être une expression démocratique alors qu'ils ne sont qu'un déferlement de l'individualisme libéral. Cet "*establishment*" libéral est d'une efficacité redoutable, sa capacité de manipulation sans commune mesure avec ce qu'elle fut autrefois. Nous dénoncions en 1968 la soumission de la télévision au Président, mais la grève y fut massive parmi les journalistes, ce n'est plus le cas **aujourd'hui** !

Par contre, cet appareil médiatique a été capable en 2017 d'éliminer les candidats qui ne convenaient pas aux décideurs libéraux, et de fabriquer l'élection "*inattendue*" de leur poulain Macron et de sa "*majorité*" parlementaire. Et d'encenser durant des mois un projet de réforme qui n'a jamais eu l'assentiment de la majorité des Français ! Et il est d'autant plus

prégnant aujourd'hui qu'il ne se limite plus aux journaux, aux radios, aux télévisions, mais qu'il se double de "réseaux sociaux", d'autant plus manipulateurs qu'ils enflent à l'infini la pensée unique libérale et individualiste, en se flattant d'être l'écho multiplié de la libre opinion de chacun.

Cet appareil médiatique sait en cette fin février fabriquer à force de rumeurs, de débats, la peur de la pandémie ressassée du coronavirus : un seul objectif, réduire l'opinion à une acrimonieuse discussion entre ceux pour lesquels les précautions sont suffisantes et ceux qui craignent le contraire, et créer l'union nationale affolée à la remorque d'un État mobilisé...



Quand l'opinion publique est à ce point manipulée, peut-on espérer le succès d'un mouvement social, même s'il est majoritaire, de ceux qui n'ont pour vivre que le fruit de leur travail, sans avoir réduit au silence au préalable ces médias qui sont le levier essentiel de l'emprise idéologique libérale ?

Et ces longs mois de luttes sociales inabouties faute d'issue politique nous offrent aussi quelques enseignements sur la France actuelle, et sur les classes sociales antagonistes qui la forment.

D'abord ils ont démontré l'imbécillité des idéologues libéraux qui ont réussi à persuader la majorité de nos

contemporains que les classes sociales n'existent plus, et surtout ne s'opposent plus, diluées qu'elles sont en "classes moyennes". 2018-20 aura au moins prouvé que le vieux Marx avait quelques raisons d'inventer que l'histoire des Hommes était celle des luttes de classes, et que ce ne sont pas de méchants subversifs qui les inventent. Les luttes de classe peuvent surgir à tout instant, sans même d'organisations pour les penser au préalable. Comme il le décrivit (après quelques autres savants) il y a bientôt trois siècles, il y eut et il y a encore en France comme ailleurs, deux groupes sociaux que tous leurs intérêts opposent. L'un nommé bourgeoisie depuis ses origines médiévales possède l'essentiel des moyens de production et d'échange. Ce qui lui permet de tirer profit du travail salarié de ceux qui n'ont que leurs bras et leur cerveau pour vivre, définis par Marx comme "*prolétariat*", "*qui ne possède pas*". Certes, la structure sociale a changé, ce qui permet aux communicants libéraux de persuader les naïfs que Mesdames Dassault ou Taittinger sont des exploitées parce que femmes, alors que les cheminots sont des privilégiés puisqu'ils profitent du "*statut de la fonction publique*".

Il reste que, dans la forme mondialisée et financiarisée prise par le Capitalisme en France et ailleurs depuis un demi-siècle, quand l'économie est dirigée par des sociétés transnationales, le cœur de la bourgeoisie française est constitué d'abord des actionnaires des dites transnationales. Ils récoltent les dividendes de leurs investissements, c'est à dire des profits tirés du travail de salariés qui peuvent être aux quatre coins du globe, et pas seulement en France. Mais aussi en

Afrique, Asie ou Moyen-Orient, partout où la modicité des salaires permet d'accroître ses profits.

Cette bourgeoisie, certes minoritaire dans la population française, inclut aussi quelques millions d'individus, qui assurent la gestion des entreprises (patronat, cadres supérieurs d'encadrement, etc...), et une foule de communicants, idéologues médiatiques, politiciens libéraux de diverses appartenances : tous ces gens-là constituent l'appareil assurant le Pouvoir économique, politique, **idéologique** et médiatique sur la nation française. Tous encaissent une partie des profits du Capital sous le vocable trompeur de "gros salaires".

Cela s'est traduit en France par la destruction systématique d'industries, leur délocalisation, et donc le démantèlement de l'ancienne classe ouvrière des grandes entreprises, dont Renault- Billancourt était l'exemple en 1968. Cette classe ouvrière réduite à 20 pour cent de la population active, est souvent précarisée en petites unités, ou dépendant de directions lointaines et imprécises (la majorité des salariés français de l'automobile relève ainsi des décideurs de Toyota et de Nissan au Japon), alors que se sont multipliés les salariés "cols blancs", dont le travail contribue à la production de richesses matérielles, mais ne la réalise pas, employés, salariés de l'éducation et la formation, de la communication et la publicité, concepteurs, isolés en bureaux d'étude et démarches informatiques notamment. Ils ne sont pas moins exploités que la Classe ouvrière conventionnelle, font indéniablement partie du prolétariat au sens marxien du terme, mais ils le ressentent moins évidemment, sont plus

facilement imprégnés d'idéologie libérale. Une bonne partie d'entre eux se considère différents de la classe ouvrière par leurs compétences intellectuelles, se jugent des "classes moyennes", marchepied conscient ou inconscient vers la bourgeoisie. Cette démarche idéologique s'est traduite depuis 10 ans en France par la croissance de syndicats d'inspiration libérale comme la CFDT, qui a dépassé la CGT en influence, notamment dans le secteur privé. Cette inflexion idéologique au sein des salariés a lourdement pesé durant le conflit social 2018-2020.



Face à ce "réformisme" libéral, la CGT a globalement incarné durant cette période les tenants de la lutte de classe, même si en son sein une partie des dirigeants s'obstinent à un "syndicalisme rassemblé" avec la CFDT et la CES. C'est sous le drapeau de la CGT et de FO (paradoxe pour cette centrale née après-guerre grâce à la CIA sur une base anticomuniste !) que s'est exprimée la classe ouvrière imprégnée d'une véritable conscience de classe. Notamment par les grèves courageuses et minoritaires de l'hiver 2020.

Retenons toutefois un des enseignements de cet hiver de luttes inabouties : la conscience de classe n'inclut pas obligatoirement la lucidité politique. Elle peut très bien se doubler de dérives multiples, l'apolitisme bête et le spontanéisme irrationnel, toutes ces maladies infantiles qu'on croyait disparues du mouvement ouvrier, et que la contre-révolution libérale a fait refluer sur notre XXI^{ème} siècle. Il existe même une minorité de militants super-actifs, qui ne manqueraient pour rien au monde un rassemblement de protestation, fut-il maigrelet, mais pratiquent un "*syndicalisme pur*", qui se veut d'autant plus vertueux qu'il répugne à toute organisation politique. Héritage pervers du vieil anarcho-syndicalisme français, qui eut par ailleurs des vertus contre le réformisme, mais il y a un siècle, et la France a quelque peu changé...

La conscience politique rationnelle n'est jamais un acquis de l'Histoire. Seules peuvent l'apporter des organisations révolutionnaires, démocratiques, reflétant et coordonnant les aspirations prolétariennes. Les luttes de classes en 1936-37, en 1945-47, en 1968, ont permis des avancées sociales et politiques essentielles, nationalisations, sécurité sociale, statut de la fonction publique, congés payés, limitation de la durée du travail, etc. Auraient-elles été possibles sans la présence d'un PCF et d'une CGT armées alors d'objectifs à la fois révolutionnaires et réalistes, et capables d'entraîner des millions de citoyens pour les imposer ?

Ce n'est évidemment plus le cas en 2020, et cela fait toute la différence

Reconstruire : le chemin sera encore long

2019-2020 resteront dans l'histoire de la France comme un épisode majeur de luttes sociales, et un parfait révélateur de la société française en crises et en gésine : personne ne peut en douter. Même si elles n'ont pu aboutir à des mutations sociales et politiques réelles et positives. Elles ne le pourront sans formuler des objectifs de transformation rationnels, qui ne peuvent leur être fournies que par des organisations, politiques et syndicales, structurées démocratiquement autour d'une idéologie, et ancrées dans les aspirations des salariés. L'implosion pacifiste de l'armée russe en 1917 n'aurait en aucun cas accouché d'une Révolution Socialiste sans la présence active du Parti

Bolchevik dirigé par Lénine et ses camarades...

Nous en sommes fort éloignés dans la France de 2020. Le mouvement révolutionnaire y est encore un champ de ruines.



Un peu d'histoire est nécessaire pour juger de cet effondrement français, qui s'insère d'ailleurs dans un vaste contexte mondial, impossible à traiter en quelques pages.

Pour en rester à la France, rappelons que c'est au cours du dix-neuvième siècle, que ce pays a été profondément transformé par la "*Révolution industrielle*", accomplie sous l'égide de la bourgeoisie capitaliste. Cette mutation économique a engendré l'ennemi mortel de la Bourgeoisie au Pouvoir, la classe ouvrière des usines et des faubourgs urbains. C'est elle qui animera les luttes au fil des décennies, brandissant le drapeau rouge en 1848, avant d'être écrasée, et à nouveau en 1871, avant les fusillades versaillaises. Des échecs successifs donc, plus que des triomphes. Mais l'espoir ouvrier restait toujours vivace, et des conquêtes sociales et politiques finiront par être imposées au cours du siècle, suffrage universel, République parlementaire et Communes élues dans le moindre village, laïcité de l'État, droit d'association, de syndicats et de partis, liberté de presse, et même impôt direct proportionnel au revenu. La France en 1900 n'est certes pas devenue un paradis, mais son prolétariat est comme la colonne vertébrale de son histoire, arrachant périodiquement des avancées de toute sorte, et il le restera tout au long du vingtième siècle.

Avec à son service un levier conséquent, pensant, organisant ses luttes, commettant des erreurs ponctuelles, des bévues et des tâtonnements, mais parvenant aussi à des succès majeurs, qui n'auraient pas eu lieu sans lui.

C'est en 1920 que naît le Parti Communiste Français, Section Française de

l'Internationale. Troisième du nom, issue du maelström bolchevik de 1917, contre l'Impérialisme guerrier d'abord, mais aussi contre le Capital. Des erreurs, certes il en commit, mais, sans lui et ses militants, ni les congés payés imposés par les grèves en 1936, ni les nationalisations et la Sécurité Sociale en 1945 n'auraient vu le jour. Car si ce PCF n'était pas parfait, il est resté jusqu'aux trois quarts du XX^{ème} siècle capable d'animer de fortes luttes populaires, occupations d'usines en 1936, résistance anti-nazie, FTP de 43, manifestants par millions contre les guerres coloniales d'après-guerre, et contre le Gaullisme et l'OAS de 1960 à 68. Pour finir en apogée avec les 9 millions de salariés grévistes et les manifestants de mai-juin 1968. Un succès concrétisé par un gonflement des salaires, un chant du cygne de la classe ouvrière de France diront d'autres. Et les deux constats sont exacts. Car si en 68, la France fut en Occident le pays le plus gréviste, durant la vague de contestation qui se propagea de Berlin à Dakar, il est indéniable que depuis le reflux des luttes a dominé le paysage national.

La raison en est simple, et d'abord la mutation mondiale du Capitalisme. Il était jusque-là structuré en grandes entreprises nationales, Citroën ou Dassault, tirant les dividendes des ouvriers français et immigrés en France, et de juteuses exploitations aux colonies. Nous appelions cela le CME (capitalisme monopoliste d'État), parce que le Pouvoir d'État et ses moyens étaient à leur service. Le Gaullisme en fut le visage premier sur le plan politique.

Mais le dernier quart du XX^{ème} siècle vit naître un "*look*" nouveau du Capital, tout aussi âpre au gain, mais réorganisé sur

la base de sociétés transnationales, dont les capitaux proviennent de bourgeoisies de multiples nations, dont les managers et sièges sociaux peuvent être lointains, et les salariés éparpillés aux quatre coins du globe. Et en priorité dans les pays où la main d'œuvre n'est pas chère, et, de ce fait, le profit des actionnaires plus abondant. Une financiarisation, une mondialisation capitaliste, qui se traduisent en France par la destruction des grandes entreprises industrielles (mines, textile, métallurgie, etc...), doublée de privatisations des nationalisées. Un véritable démantèlement des concentrations ouvrières, dont le symbole le plus évident fut la disparition entre 1985 et 1992 de la "forteresse ouvrière" de Renault-Billancourt, qui avait encore joué un rôle majeur en mai-juin 1968. La bourgeoisie française, passée du Gaullisme nationaliste au mondialisme "européiste" libéral, y trouva l'occasion d'asphyxier les viviers naturels du PCF et de la CGT, ancrés jusque-là dans le combat de classe (banlieues parisiennes, bassin minier nord-Pas de Calais, etc...).



Le deuxième élément qui concourt à cet effondrement est la disparition vers 1990 du "socialisme réel". L'implosion après un long déclin de l'Union Soviétique

et ses "alliés-protégés" d'Europe orientale. Un coup d'autant plus dur que la mort en quelques années de ce qui incarna 70 ans durant l'espoir de libération sociale des peuples, s'y fit sans réaction notable des ouvriers de Russie ou de Pologne, supposés cependant assumer le Pouvoir ! Tant et si bien qu'à la fin du Vingtième siècle, les laudateurs patentés du Capitalisme libéral pouvaient clamer un peu imprudemment la "fin de l'histoire" à leur profit.

Ces deux éléments combinés ont abouti à la contre-révolution libérale, qui a envahi l'idéologie du monde entier, dès la fin du XX^{ème} siècle : elle dure encore aujourd'hui, et les mentalités françaises en ont été profondément transformées. Dans le sens général de celle de la classe dominante, mais sous les travestissements les plus divers, adaptés à différents milieux

- **Libertés individuelles** au-dessus de toute contrainte sociale, y compris bien sûr de posséder et "d'entreprendre".
- **Catégorisation de la société en genres** (hommes contre femmes, hétérosexuels contre homosexuels, valides contre handicapés, Français "de souche" contre minorités culturelles ou ethniques, etc...). L'essentiel étant de nier les classes antagonistes, et les antagonismes sociaux qui en découlent.
- **"Écologisme"** réduit à la mise en cause de l'industrie, coupable supposée de pollution, destruction du climat et de la nature. Rien de mieux pour justifier les délocalisations.
- **Mise en accusation des "politiques", "tous pourris"**, politiciens arrivistes et militants confondus dans le même

opprobre, et des partis et organisations constitués au fil des siècles précédents.

Rien de mieux pour arriver à désarmer complètement les exploités, les refouler dans l'abstentionnisme apolitique, ou la xénophobie d'extrême droite.

Le résultat, dès 2017, fut l'accès au pouvoir d'État du paladin du Capital Macron, et son maintien trois ans plus tard malgré un mécontentement majeur mais impuissant. Et la déliquescence des organisations qui structuraient le combat de la classe ouvrière. CGT, PCF, rongées depuis des décennies par le carriérisme bureaucratique, l'opportunisme et l'électoratisme.

Les liens organiques entre le PCF et la classe ouvrière de France ont commencé à se fissurer à partir des années 80 du XX^{ème} siècle, quand ce parti, par électoralisme, s'est engluë dans une stratégie dite "*d'Union de la Gauche*", au point de participer à des Gouvernements prônant l'austérité salariale et les privatisations. Au fil des ans, les fissures sont devenues failles, notamment quand, sous la houlette de son Secrétaire Général Robert Hue en 1994, le PCF entra en "*mutation*", et théorisa un ralliement de fait aux thèses de l'Union Européenne, de l'OTAN et au "*Démocratisme*" libéral.

Le résultat est sans appel !

Malgré le sursaut escompté par ses militants les plus attachés au marxisme (réseau Faire Vivre le PCF, à Vénissieux, Béziers, etc...) lors du Congrès de 2018, le

Parti n'est plus que l'ombre de lui-même, l'illustration parfaite de cette "*mort des partis*" traditionnels qui ravage le paysage politique français du XXI^{ème} siècle.

Le PCF dirigé en 1945 par Maurice Thorez avait dépassé 26 pour cent de l'électorat, et certainement 600 000 adhérents. Le candidat du PCF aux élections présidentielles en 2007 n'atteint pas 2 pour cent des suffrages, ce qui convainc les dirigeants de se dissoudre dès lors dans une candidature Mélenchon. Ils ne revendiquent plus que 49 000 adhérents en 2018, mais seulement 30 000 d'entre eux ont voté sur les textes soumis aux congressistes. Et ces militants ne sont plus guère présents comme autrefois sur les marchés et à la porte des usines...

La même année d'ailleurs, le PCF n'a plus aucun député à l'Assemblée Européenne... Dans cette disparition programmée que plus rien ne semble stopper, un phénomène s'est développé dès les années 2000, l'apparition sur les marges du Parti historique de groupes communistes militants, rejetant ce qu'ils considèrent des dérives opportunistes et des glissements au libéralisme. Ils refusent d'abandonner l'idéal communiste, comme l'ont fait au fil des ans des millions d'autres adhérents. Ces "*marges rouges*" du PCF, nébuleuse changeante et limitée en nombre et influence, mérite néanmoins l'analyse objective, puisqu'elle se proclame héritière des engagements initiaux de 1920, et se croit volontiers appelée à les faire revivre en organisations.

Brève histoire des marges rouges

Le phénomène est ancien, aussi vieux que le PCF lui-même, qui s'était engagé dès 1920 vis à vis de la III^{ème} Internationale, à exclure régulièrement de ses rangs les adhérents qui n'accepteraient pas sa "*ligne*". Ce fut le cas très tôt des militants qui refusaient de rompre avec la Franc-maçonnerie, taxée de collaboration de classe, et par la suite, à l'encontre d'autres "*divergents*". Mais les groupes communistes oppositionnels furent en général maigres et éphémères, la majorité des exclus rejoignant plutôt d'autres partis, ou le mutisme politique. A quelques exceptions fugaces, comme le groupe "*Unir*", de 1952 à 72, dont le bulletin réunit plus de 5000 abonnés, militants révoltés par les concessions électoralistes, comme le vote des "*pouvoirs spéciaux*" au gouvernement Guy Mollet en 1956, par des députés PCF plus désireux d'accords politiques que de solidarité avec le peuple algérien soulevé.

Ne confondons pas toutefois avec les organisations concurrentes du PCF tout au long de son histoire, se référant à des doctrines construites, et, généralement, violemment antisoviétiques, et anti PCF. C'est le cas des groupes anarchistes ou libertaires, préexistants à 1920, très limités en influence, sauf au sein de certains syndicats ouvriers, ou enseignants. C'est le cas plus encore de la nébuleuse de chapelles trotskistes, construites sur le refus de la bureaucratie politicienne au sein de la Troisième Internationale et des PC affiliés. Ils jouèrent à l'occasion de puissants mouvements sociaux un rôle d'aiguillon jusqu'au-boutiste. Ainsi, le groupe de Marceau Pivert durant les

grèves de 1936 ! ("*Tout est possible !*") et d'autres au sein des cortèges étudiants de 1968. Cela parfois en pratiquant "*l'entrisme*", au sein du PS et de syndicats en 36-39, ou de l'UNEF en 68. Mais ce "*gauchisme*" trotskiste ne lui permit guère de développer des organisations influentes et durables, même si NPA et Lutte Ouvrière, qui en sont nées, profitèrent au tournant du siècle de l'effondrement du PCF. Le succès de groupes maoïstes en 68 et les années suivantes fut encore plus bref, et termina rapidement sa course quand la Chine, elle-même, eut désavoué le "*petit livre rouge*".



Les Marges rouges véritables, groupes structurés de militants opposés à la "*ligne*" de la majorité ou tout au moins de l'appareil dirigeant, n'émergèrent qu'après 1995, dans et hors le parti Communiste Français, en réaction à son déclin électoral et ses dérives

opportunistes. Cela se fit des années durant en grognes disparates, qui finalement n'étaient d'accord que sur un fait, le manque de démocratie interne, l'incapacité de dirigeants trop éloignés des bases militantes, et des réalités ouvrières. Un malaise massif, mais trop ambigu pour vraiment déboucher, car si les uns critiquaient les glissades droitières (abandon du dogme originel de "*dictature du prolétariat*", alliance gouvernementale avec un PS converti aux dogmes libéraux), les autres, plus nombreux, prônaient une évolution plus radicale encore vers une sociale-démocratie européenne "*moderne*". On les disait Refondateurs, ils étaient influents parmi les "*cadres*" du Parti, élus ou permanents, attachés avant tout au renouvellement de leur salaire de permanent. Recrutés généralement par cooptation, maintenus par fidélité aux dirigeants, plutôt que torturés d'incertitudes, ils seront finalement les grands vainqueurs de la "*mutation*" de Robert Hue en 1995. Mutation sociologique des dirigeants nationaux et locaux au profit de jeunes permanents entrés dans la carrière à l'issue de leur parcours scolaire ou universitaire, bureaucrates du parti et syndicats sans insertion réelle dans la classe ouvrière. Mais mutation aussi idéologique, l'électoratisme obligé justifiant l'abandon progressif des principes marxistes, pour devenir "*un Parti comme les autres*" plutôt que de lutte de classe.

C'est alors qu'ont fleuri les groupes "*marges rouges*", formations parfois éphémères, regroupant des adhérents indignés de ces dérives opportunistes, et qui, plutôt que quitter le navire pour le regarder depuis la rive, s'organisent pour

tenter de lui redonner ses bases initiales, à l'intérieur ou à l'extérieur du PCF. Il est impossible (et peut être inutile ?) de rappeler les détails de leur genèse, en nébuleuse mouvante et éphémère.

D'autant qu'une de leurs faiblesses originelles était d'être souvent liées à des militants influents, les députés Georges Hage dans le Nord, André Gerin en banlieue lyonnaise, Pranchère en Limousin, des élus d'Aubervilliers en Seine Saint Denis ou la Sénatrice de Paris Perlican, parfois avec l'assentiment de héros de l'anticolonialisme passé du PCF, comme Henri Martin, ou Henri Alleg. Mais ces foyers internes de contestation disparurent souvent avec leur initiateur, et plus souvent encore avec la disparition de leur ancrage ouvrier (ainsi la Section PCF contestataire du 2ème arrondissement parisien, dissoute aisément par l'appareil fédéral quand les cellules d'entreprise eurent disparu du quartier).



En mai 2000, deux cents militants signent un texte explicitant leur décision de quitter le PCF, et de travailler à la renaissance d'un Parti reconstitué sur des bases marxistes-léninistes : il en naîtra à

Paris le petit "*Parti Révolutionnaire Communistes*", qui existe toujours en 2020, essentiellement en milieu universitaire.

Mais ce n'est qu'à partir de 2003 que s'esquissèrent plusieurs groupes organisés, plus ou moins durables. Ce furent les groupes dits Rouges Vifs, notamment en Ile de France, qui s'affaiblèrent en une décennie, et dans la région marseillaise, où ils persistent en 2020, sous le sigle Rouges-vifs 13. Animés souvent par des syndicalistes (SNCF, Air France, Comités de chômeurs CGT). Dans le Nord du pays, ce fut la Coordination Communiste, qui a ensuite essaimé en groupes mouvants, au gré des controverses, d'orientation et parfois d'ego. Les 17 années suivantes ont ainsi vu apparaître le Pôle renaissance Communiste en France (PRCF), implanté surtout en Pas de Calais, le Parti Communiste Révolutionnaire Français (PCRFR), plutôt francilien, et le Rassemblement Communiste, essentiellement dans l'agglomération lilloise.

La même année 2003, est né en Région parisienne le Collectif Poley Rouge Vif, qui tirait son nom initial à la fois des Rouges Vifs Île de France, pour affirmer comme eux sa rupture avec la matrice PCF, mais aussi par le vocable Poley, sa continuité avec la Commission de Politique Extérieure auprès du Comité central du PCF, dissoute par le Secrétaire Général Robert Hue, dans le cadre de la "*mutation*" droitrière. Ainsi, son fondateur, JP. Page, était un ancien membre du CC du PCF, et responsable des relations internationales au sein de la CGT, avant d'en être évincé par Bernard Thibault, dans le cadre d'une

même "*mutation*" parallèle à celle du PCF. Ce petit groupe, renommé Collectif Communiste Poley, après le départ vers un lointain Sri Lanka de son fondateur, et l'étiollement des Rouges vifs Île de France, persista jusqu'en 2020, avec plus d'influence que ses quelques dizaines d'adhérents ne semblaient le lui permettre. Il est vrai que sa spécificité internationale, et son caractère assumé de diversité des analyses communistes, le préserva des difficultés et scissions que connurent les autres "*marges rouges*."

Car, durant tout ce début du XXI^{ème} siècle, cette nébuleuse de "*marges rouges*" se révéla incapable, non seulement de fondre en une seule organisation les quelques centaines de militants qu'elle se disputait, mais vit échouer toutes les tentatives d'action commune.

En 2003, avait eu lieu une éphémère tentative de périodique, le Manifeste (référence explicite à celui de Marx en 1848), et au journal qui, en Italie, tentait de regrouper les restes éparpillés du PCI en déshérence. Tentative fragile, née de quelques militants disparates d'Ile de France, dont un syndicaliste et un éditeur, qui ont aujourd'hui rejoint les mouvances les plus modérées du PCF et de la CGT. Un attelage bancal, qui ne pouvait guère assurer la pérennité de l'opération. Au bout de quelques mois, le Manifeste disparut faute d'abonnés.

Puis, ce furent les avatars de la première Coordination Communiste, qui se sépara en PRCF, PCRFR et RCC, toujours présents et concurrents en 2020. Sans compter des groupes actifs, plutôt universitaires, comme le Parti Révolutionnaire Communistes, obstinément rétif à tous les autres. Et de

petites structures formées par des militants qui tenaient à lutter de l'intérieur pour la transformation du PCF, regroupés en un Réseau baptisé "*Faire Vivre et renforcer le PCF*".

La tentative la plus durable de rapprochement des marges rouges prit forme en 2007 sous le vocable ambitieux d'Assises du Communisme. Selon le témoignage du syndicaliste marseillais Charles Hoareau, la première rencontre des "*Assises*" eut lieu à Marseille en 2010, et a rassemblé des Sections contestataires du PCF (Vénissieux, Béziers, Gironde, Aubervilliers, les Cercles Henri Barbusse et RCC du Nord, Colère et Espoir de Picardie, ACC11 de l'Aude, à l'initiative des Rouges Vifs 13, engagés aux côtés des ouvriers en lutte pour sauver leur entreprise à Gémenos (FRALIB). Les Assises se retrouvèrent en 2011 et 2012, avec la participation du Collectif Poxex, et en 2013 avec celle du PRCF, à Marseille ou à Vénissieux. Avec à chaque fois, quelques participants supplémentaires, mais aussi des disparitions. Il n'est guère sorti de ce cartel d'organisations que des échanges concluant essentiellement à une critique unanime du PCF, et un Comité de Liaison, qui ne fonctionna pas vraiment. Les rares tentatives d'actions publiques communes, par exemple en mai 2015 derrière l'Assemblée Nationale, se réduisirent à quelques dizaines de personnes, pour la plupart venues du Nord-Pas de Calais.

Et les Assises, dès lors, ne se réunirent plus physiquement, le sectarisme des uns s'ajoutant au découragement de la plupart.

D'autant que l'un des partenaires essentiels, le réseau Faire Vivre le PCF, privilégiait la préparation du Congrès du Parti dont ils espéraient basculer la direction. Il eut lieu en 2018, et si effectivement le Secrétariat Général changea de main, ce fut sous la forme d'un compromis politique, qui ne changea pas vraiment la donne au sein d'un PCF de plus en plus en perte d'influence et parfois de repères.

Parallèlement, les Marges Rouges s'agrandirent de 2 nouveaux éléments, l'Association Nationale de Communistes (ANC de France), extension aux diverses régions de l'hexagone des Rouges Vifs marseillais, très liés en Provence, à Paris et ailleurs, aux militants les plus exigeants de la CGT, rétifs au "*syndicalisme rassemblé*" de la direction confédérale. Le PRCF, lui, par le biais des éditions Delga (histoire et philosophie), exerce une influence certaine sur certains intellectuels militants marxistes.

Malgré les réticences avouées du PRCF, qui les voyait surtout en concurrents, l'ANC, puis le PRCF, imposèrent leur présence dans la galaxie "*Marges Rouges*".

Mais chacun de ces groupes a en 2020 des effectifs militants limités, qui se comptent en quelques centaines d'adhérents, et leur activisme est surtout présent par le biais d'Internet, sites, blogs, et publications périodiques. Ce qui est tout de même bien inférieur aux 30 000 (?) fidèles revendiqués en 2018 par un PCF en survie à l'approche de ses cent ans.



Ce constat d'échec et d'impuissance ne doit pas être attribué au seul sectarisme de certains, plus soucieux de mettre en avant leur organisation que d'efficacité militante. La cause est plus profonde, et tient aux divergences entre Marges Rouges, à la fois de pratiques politiques et idéologiques. Car si toutes sont sorties peu ou prou de la ruche-mère PCF, elles en ont hérité une diversité de pratiques et d'analyse, qui a toujours existé au sein du Parti, même si on faisait mine de l'ignorer au nom d'un "*centralisme démocratique*" officiellement en usage.

Divergences d'abord sur la conception de l'organisation communiste. Le PRCF, le PCRF, ainsi d'ailleurs que le Parti Révolutionnaire Communistes, confiné dans son splendide isolement, se considèrent comme l'embryon du Parti reconstruit sur les bases initiales, que les autres groupes seront amenés tôt ou tard à intégrer. Leur modèle en la matière est le PCF de 1920 ou de 1945, idéalisé, monolithique à l'issue du débat interne, ce qui s'est traduit parfois par des exclusions publiques d'adhérents voués aux gémonies. Cette approche amène aussi PRCF et PCRF à rechercher la reconnaissance internationale auprès des Partis Communistes qui ont conservé une audience notable, comme celui de Grèce (KKE) ou celui du Portugal.

A l'inverse, l'ANC se veut une association (loi de 1901) dont les adhérents revendiquent leur diversité, au-delà de l'approche communiste commune, ce qui se traduit par une éventuelle double appartenance (par exemple au PCF et à l'ANC). Ce qui reflète en fait une vision spécifique du futur parti reconstruit des communistes. Les adhérents de l'ANC



pensent en général qu'il devra respecter cette diversité militante, richesse plus que handicap, et ne pas rêver d'un retour à un modèle de discipline militaire inacceptable au XXI^{ème} siècle.

Divergences aussi d'ordre idéologique, qui découlent des précédentes, dans l'approche de la société future Socialiste. Car, si elle repose pour tous les communistes sur la propriété collective des moyens de production des richesses, elle diverge quant à l'histoire des expériences socialistes du XX^{ème} siècle, et de la forme à donner aux expériences futures. Certes, tous sont d'accord pour dénoncer la criminalisation de l'idéal communiste par la vulgate libérale, et les tenants de l'Union Européenne capitaliste. La publication d'études historiques, parfois nord-américaines, aux éditions Delga, restituant à l'URSS le rôle positif qu'elle a joué fait consensus parmi les Marges Rouges. Mais il n'est pas sans signification

que certains se réfèrent encore volontiers à Staline dans leur galerie de grands modèles, et occultent volontiers la gravité des déportations et exécutions de 1938, par un Pouvoir d'État autoritaire, au détriment des prolétaires et des communistes qu'il était supposé incarner. Cette divergence historique recouvre des projets différents de la société Socialiste, notamment en matière de démocratie et de libertés civiles.

D'autres sont apparues, quant à la conception de la Nation, à propos notamment de l'Union Européenne. Certes, les communistes sont unanimes à

revendiquer l'héritage des FTP, combattants pour la Nation occupée, et, de ce fait, livrée aux Nazis et leurs alliés pétainistes. Ils dénoncent tous l'Union Européenne et l'OTAN, son corollaire militaire, qui sont le visage actuel du Capitalisme transnational. Mais il existe plus que des nuances entre ceux du PRCF qui rêvent d'un Frexit, et sont prêts pour cela à s'allier avec des courants souverainistes, voire nationalistes ou Gaullistes, et ceux qui, au PCRF par exemple, pensent que l'UE n'existe que par la volonté du Capitalisme français, et de l'État national libéral à son service.



L'avenir sera ce que nous en ferons

D'autres différences encore peuvent s'exprimer à l'occasion entre Communistes, qui ne doivent pas être mises en relief si l'on aspire à des actions communes. Car l'essentiel n'est-il pas de s'appuyer sur ce que tous nous avons en commun, qui n'est pas rien, et tient en quelques convictions ?

1/ La conviction que le Capitalisme est néfaste, qu'il engendre exploitation et guerres, et qu'il doit laisser place au Socialisme, basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, seule capable de permettre l'égalité entre les hommes et entre les peuples.

Mais il faut ajouter que si nous nous félicitons des réussites des pays socialistes actuels et sommes prêts à les défendre, aucun d'eux n'est pour nous un modèle à recopier en France.

2/ Que la lutte des classes est la réalité fondamentale de l'histoire, qu'elle persistera quelles que soient les ruses de ceux qui la nient, et que le rôle des Communistes est d'animer les luttes populaires qui en découlent. Car cela seul pourra accoucher du futur.

3/ Que ces combats seront condamnés à l'échec, sans la force collective, organisée, d'un Parti Communiste nourri des leçons de l'histoire, des grands découvreurs sociaux et révolutionnaires, Marx, Engels, Lénine, Castro, et bien d'autres, cette cohorte de héros et de savants partis à l'assaut du ciel, comme on disait de la Commune de Paris. Leurs écrits ne sont pas un texte sacré. Ils ont pu se tromper, mais leur exemple est immortel, et **nécessaire**.

Ce Parti que nous voulons tous n'est certes pas une perspective immédiate. Il se fera à son heure, d'une façon qu'on ne peut deviner à ce jour, en respectant notre diversité. La seule certitude est, qu'aucun des groupes actuels, n'est habilité à phagocyter tous les autres. Les "*Marges rouges*" sont diverses, elles le resteront. Elles doivent ambitionner aujourd'hui de frapper ensemble l'ennemi capitaliste, ou côte à côte, plutôt que de rêver d'une fusion précipitée.

Toute concurrence entre nous ne peut qu'être néfaste à l'objectif commun, bien éloigné encore, et qui ne découlera pas de la situation économique ou sociale sans un immense effort de conviction, pour arracher notre peuple encore engoncé dans cette marée libérale qui ne cesse de monter dans les esprits depuis un demi-siècle.

Ce travail de pédagogie nécessaire, nous seuls pourrons le faire, par la raison et par l'exemple, au cœur de la lutte de classes.

Ces deux années passées montrent l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir : nos rêves d'avenir sont au bout.

Le livre et son auteur

Cette " chronique raisonnée " de deux ans d'histoire de la France n'a pas la prétention d'apporter une version définitive des événements étonnants qui s'y sont bousculés. Tout au plus de contribuer à leur mémoire et aux enseignements que l'on peut en garder.



Son auteur, historien, est aussi militant du Collectif Communiste Poley et de l'ANC, mais n'a pas l'outrecuidance de faire passer ses observations personnelles pour une analyse émanant collectivement de ces organisations. Tout au plus se sent-il autorisé à livrer son opinion, fort de l'expérience militante acquise en 60 ans de combats communistes.

C'est de propos délibéré qu'il a repris à son compte le titre du livre de Marx en 1850 "*Les luttes de classes en France*", une façon d'abord de rendre hommage au vieux Karl, qui, deux ans après son immortel "*Manifeste du Parti Communiste*", appliquait au décryptage des événements français sa lumineuse découverte scientifique : les antagonismes entre classes sociales sont le moteur et l'explication de l'histoire des peuples, et de 1848 à 1850 en France l'irréductible opposition entre bourgeoisie et ouvriers. Cela seul permet de comprendre la Révolution de février 1848, tiraillée entre drapeau rouge et drapeau tricolore, le massacre des prolétaires en juin par les soldats de la République bourgeoise, l'élection à la Présidence de Louis Napoléon Bonaparte, qui deviendra l'Empereur Napoléon III à l'issue d'un coup d'état...

J'ai tenté d'analyser les faits de 2018 à 2020 grâce à la même approche, sans avoir la prétention d'égaliser le modèle, et avec les mêmes risques d'erreurs : l'histoire à chaud est bien difficile à écrire, nul ne peut prévoir le futur, qui sera ce que les peuples en feront.

Francis Arzalier, Novembre 2019- Premier mai 2020

Sommaire

Novembre 2018 : la lutte des classes existe.	2
Un temps d'illusions héroïques.	3
Le temps des manipulations.	5
Convergences de luttes ?	6
Que reste-t-il des Gilets Jaunes en 2019 ?	7
2019. Suite ou fin ?	9
La lettre du Monarque.	11
2019. Nouveau départ de luttes.	13
L'Assemblée des Assemblées à Saint Nazaire.	16
Et Macron mit le point final ?	18
Avril 2019. Enfin des convergences ?	19
Mai 2019 : l'issue par les urnes ?	21
Les Gilets Jaunes passeront ils l'été ?	23
Renaissance d'automne.	25
Mi-novembre 2019 : l'anniversaire en bouffées jaunes.	26
Le temps des bilans.	28
- - du positif.	28
- - Le côté obscur.	30
L'âge de l'informel en politique ?	32
Un hiver chaud.	34
La " lutte finale" de Monsieur Macron.	37
La fatigue d'un mois de grèves	40
Des Municipales en désastre annoncé.	42
La clôture d'une Nation.	45
Enseignements et amertumes.	47
Reconstruire : le chemin sera long.	51
Brève histoire des Marges Rouges.	55
L'avenir sera ce que nous en ferons.	61
Le livre et son auteur.	62



Association Nationale de Communistes - <http://ancommunistes.fr>